

Programme Opérationnel FEDER 2007-2013


«Compétitivité régionale et emploi»

CCI 2007 LU 162 PO 001

Version 01 approuvée par la CE le 20 décembre 2007



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur



Le lecteur est libre de reproduire les informations contenues dans le présent rapport à condition d'en indiquer la source.

Photos: Accumalux, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, iStock, site internet Schengen.

ISBN 978-2-919770-41-0



SOMMAIRE

PO 2007-2013 du 20 DÉCEMBRE 2007

CHAPITRE 1 **INTRODUCTION**

Introduction	07
--------------------	----

CHAPITRE 2 **ORIENTATIONS STRATÉGIQUES COMMUNAUTAIRES ET CADRE DE RÉFÉRENCE** **STRATÉGIQUE NATIONAL**

2.1 Description	09
2.2 Cohérence	10
2.3 Objectif	11

CHAPITRE 3 **DESCRIPTION DE LA SITUATION ACTUELLE**

3.1 La situation contextuelle	13
3.2 Analyse A.F.O.M.	15

CHAPITRE 4 **PRIORITÉS ET STRATÉGIES**

4.1 Justification de la concentration géographique, thématique et financière	25
4.2 Stratégies et priorités adoptées et retenues	29
4.3 Présentation graphique des axes prioritaires et mesures du P.O.	33
4.4 Diagramme logique d'impact	36



CHAPITRE 5

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE L'AXE PRIORITAIRE 1

Contribuer à rendre le site luxembourgeois plus attractif pour les investissements et l'emploi	39
5.1 Objectifs spécifiques de l'axe prioritaire 1	39
5.2 Description détaillée des mesures de l'axe prioritaire 1	40
5.3 Catégorisation des interventions de l'axe prioritaire 1	45
5.4 Plan de financement de l'axe prioritaire 1	47
5.5 Bénéficiaires de l'axe prioritaire 1	47
5.6 Critères de sélection spécifiques des projets et dépenses éligibles au titre de l'axe prioritaire 1	48
5.7 Les indicateurs de réalisation, de résultats et d'impact au titre de l'axe 1	50
5.8 Réserve nationale pour imprévu	53

CHAPITRE 6

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE L'AXE PRIORITAIRE 2

Améliorer la connaissance et l'innovation, facteurs de croissance.....	55
6.1 Objectifs spécifiques de l'axe prioritaire 2	55
6.2 Description détaillée des mesures de l'axe prioritaire 2	57
6.3 Catégorisation des interventions de l'axe prioritaire 2	60
6.4 Plan de financement de l'axe prioritaire 2	62
6.5 Bénéficiaires de l'axe prioritaire 2	62
6.6 Critères de sélection spécifiques des projets et dépenses éligibles au titre de l'axe prioritaire 2	63
6.7 Les indicateurs de réalisation, de résultats et d'impact au titre de l'axe 2	64
6.8 Réserve nationale pour imprévu	67



CHAPITRE 7

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AU PROGRAMME

7.1 Objectifs spécifiques de l'assistance technique	69
7.2 Description détaillée des mesures de l'assistance technique	70
7.3 Catégorisation des interventions de l'assistance technique	71
7.4 Plan de financement de l'assistance technique	71
7.5 Bénéficiaires de l'assistance technique	72
7.6 Critères de sélection spécifiques des projets et dépenses éligibles au titre de l'assistance technique	72
7.7 Les indicateurs de réalisation, de résultats et d'impact au titre de l'assistance technique	73

CHAPITRE 8

EVALUATION EX-ANTE

8.1 Objectif et analyse de l'évaluateur	75
8.2 Actions prises par l'évaluateur	76
8.3 Recommandations de l'évaluateur	78
8.4 «Evaluation Stratégique Environnementale» du Programme Opérationnel	81

CHAPITRE 9

FINANCEMENT

9.1 Cadre financier communautaire FEDER	85
9.2 Justification du taux de cofinancement	85
9.3 Tableau ventilant la contribution communautaire par catégorie	87
9.4 Plan de financement indiquant la contribution annuelle de chaque fonds	90
9.5 Tableau financier indiquant la dotation annuelle indicative par fonds et par programme opérationnel	91
9.6 Tableau précisant le montant total de l'enveloppe de la contribution communautaire et des contreparties nationales publiques	92



CHAPITRE 10

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL

10.1 Les autorités compétentes	93
10.2 Partenariat	100
10.3 Comité de suivi	105
10.4 Description du système de sélection, de suivi, de gestion et de contrôle	108
10.5 Description des procédures concernant la mobilisation et la circulation des flux financiers	120
10.6 Coordination avec les autres programmes communautaires	124
10.7 Echange informatisé des données en matière de paiements, de suivi et d'évaluation	125
10.8 Actions de communication et de publicité	126
10.9 Informations relatives à la complémentarité avec les actions financées par le fonds de développement rural	130
10.10 Actions prévues pour adapter les économies régionales au changement de l'environnement économique européen et international	133
10.11 Réserve nationale pour imprévu	134
10.12 Réserve nationale de performance	134
10.13 Concurrence	135
10.14 Les régions, actrices du changement économique	135

DÉCISION DE LA COMMISSION DU 20 DÉCEMBRE 2007

Adoption du programme opérationnel d'intervention communautaire du Fonds européen de développement régional au titre de l'objectif «compétitivité régionale et emploi» pour le Luxembourg	137
---	-----



CHAPITRE 1

INTRODUCTION

Suite à l'adoption du Cadre de Référence Stratégique National «Compétitivité régionale et Emploi» 2007-2013 par décision de la Commission du 8 octobre 2007 et conformément au règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur les fonds structurels, le Programme Opérationnel (P.O.) est défini comme:

«... est un document soumis par l'Etat membre et adopté par la Commission définissant une stratégie de développement selon un ensemble cohérent de priorités, pour la réalisation duquel il est fait appel au FEDER» (article 2 : Définitions) et comportent (article 37: programmes opérationnels relatifs aux objectifs convergence et compétitivité régionale et emploi):

- Une analyse de la situation de la zone ou du secteur éligible en termes de forces et faiblesses et la stratégie retenue pour y répondre;
- Une justification des priorités retenues au regard des orientations stratégiques de la Communauté pour la cohésion, du cadre de référence stratégique nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation ex ante visée à l'article 48;
- Des informations sur les axes prioritaires et leurs objectifs spécifiques;
- Une ventilation indicative de l'utilisation programmée de la contribution des Fonds au P.O. (à titre purement indicatif);
- Des plans de financement;
- Les dispositions de mise en œuvre du PO.

Le présent Programme Opérationnel CCI 2007 LU 162 PO 001 a été approuvé par la Commission européenne en date du 20 décembre 2007.



CHAPITRE 2

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES COMMUNAUTAIRES ET CADRE DE RÉFÉRENCE STRATÉGIQUE NATIONAL

2.1 Description

L'objectif «compétitivité régionale» fait partie de la politique de cohésion pour soutenir la croissance et l'emploi prévue par la Commission européenne pour la période 2007-2013. L'idée est de renouveler les bases de la compétitivité, d'augmenter le potentiel de croissance ainsi que la productivité et de renforcer la cohésion sociale, en misant principalement sur la connaissance, l'innovation et la valorisation du capital humain. Ainsi, l'objectif se base sur deux documents essentiels.

Dans sa communication du 5 juillet 2005 «Une politique de cohésion pour soutenir la croissance et l'emploi», la Commission a fait une proposition de ses orientations stratégiques communautaires (OSC) pour la période 2007-2013. Ces orientations stratégiques identifient les priorités communautaires en vue de renforcer les synergies avec la stratégie de Lisbonne et de permettre sa mise en oeuvre conformément aux lignes directrices intégrées (LDI) 2005-2008 pour la croissance et l'emploi que le Conseil européen a adoptées les 16 et 17 juin 2005.

En ce qui concerne le Luxembourg, les lignes directrices intégrées du Programme National de Réforme (PNR) s'articulent autour de trois domaines de recommandations à savoir: les politiques macroéconomiques, les réformes microéconomiques et les mesures pour l'emploi.

Le Cadre de référence stratégique national, qui émane d'une articulation entre le PNR et les OSC, constitue le cadre commun pour l'ensemble des acteurs qui concourent à la mise en oeuvre de la politique de cohésion pour 2007-2013. Il donne aussi, dans le champ de la politique de cohésion, corps aux ambitions et objectifs déclinés dans le Programme national de réforme.



Le Programme opérationnel (PO) de son côté, est défini comme étant le document soumis par l'Etat membre et adopté par la Commission inscrit dans le cadre de référence stratégique et déclinant une stratégie de développement selon un ensemble cohérent d'orientations prioritaires. Il comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 37 du règlement (CE) n°1083/2006 du 11 juillet 2006.

L'Etat luxembourgeois s'est engagé à soumettre à la Commission une proposition de programme opérationnel conjointement à la proposition de cadre de référence stratégique national au premier trimestre 2007.

L'autorité de gestion a organisé, tout au long de la phase d'élaboration, des réunions informatives et consultatives ensemble avec des acteurs sociaux, économiques et environnementaux. Ces face-à-face ont permis d'intégrer les «souhaits» et besoins de ceux qui sont plus «près du terrain» et connaissant mieux la réalité économique, sociale et environnementale. C'est un document qui émane d'un processus interactif permettant ainsi de faire un rapprochement avec les partenaires.

2.2 Cohérence

La cohérence entre les OSC, le CRSN et le Programme opérationnel (PO) élaborés au niveau national est une obligation fixée par la réglementation européenne et une nécessité pour assurer la pertinence de l'intervention communautaire sur le territoire national.

Le CRSN constitue la volonté communautaire et nationale d'assurer la concentration de l'intervention communautaire sur un nombre limité de thèmes et de priorités et sur des opérations structurantes en termes de développement régional.

Le CRSN ne restreint donc pas les thèmes possibles proposés par les OSC, même s'il traduit une sélection de priorités et cherche avant tout à en exposer la cohérence avec les politiques conduites au PNR. Parallèlement, il devra fixer un mode opératoire permettant de définir, la nature des opérations susceptibles d'être retenues au titre d'un cofinancement des fonds structurels européens. L'objectif est d'éviter toute forme de «dilution» ou de «saupoudrage» qu'une enveloppe budgétaire restreinte n'autorise pas.



Le PO met en évidence la cohérence des orientations retenues avec celles des OSC et du CRSN dans une sélectivité accrue, compte tenu des enseignements tirés des programmes 2000-2006.

En raison de la limitation des montants des fonds européens alloués et pour rechercher le meilleur effet de levier communautaire, l'autorité de programmation travaille en étroite collaboration avec ses partenaires sociaux et économiques, afin de faire un choix parmi l'éventail de thématiques proposé par les OSC.

2.3 Objectif

Le CRSN n'est qu'une des étapes de préparation de la programmation. Il permettra de faire un diagnostic du pays en dégagant les faiblesses et opportunités entre les régions (Centre, Sud, Est, Nord). Cette analyse est primordiale afin de dégager les priorités pour les différentes régions. Etant donné que le système de zonage a été supprimé, il est indispensable de concentrer l'enveloppe budgétaire fortement réduite, sur des régions en retard de développement.

L'objectif du P.O. revêt un caractère plus opérationnel. Il prévoit de façon précise les actions à mener dans l'Etat membre pour que les choix stratégiques débouchent sur des réalisations concrètes.



CHAPITRE 3

DESCRIPTION DE LA SITUATION ACTUELLE

3.1 La situation contextuelle

De manière générale, l'année 2006 a été une année mitigée pour l'économie luxembourgeoise; la croissance du PIB reste élevée affichant un taux de 4%. Selon le STATEC, le taux de croissance de l'économie luxembourgeoise devrait dépasser à nouveau les 4% en 2007. Le taux de croissance favorable est généré en grande partie par le secteur financier.

Le Luxembourg a connu au cours des années 1997-2000 une poussée à la hausse du niveau général des prix à la consommation. Alors que pendant la période 1994-1999, l'inflation a décéléré (pour atteindre 1% en 1999), elle a – initialement sous l'impulsion de la croissance économique et ensuite sous celle de la hausse des prix des produits pétroliers – augmenté à partir de 2000. En 2000, le taux d'inflation a atteint 3,2%. L'inflation est retombée en dessous de 3% l'an en 2001, mais elle s'est alors établie de façon persistante à un taux supérieur à 2% l'an.

Concernant le marché de l'emploi: malgré la création d'un nombre important d'emplois, le taux de chômage a doublé de 2,4% à 4,8% entre janvier 2002 et décembre 2006 (10.310 personnes résidentes sans emploi, enregistrées auprès des services de placement de l'Administration de l'Emploi et non affectées à une mesure pour l'emploi). Si l'on tient également compte des personnes profitant d'une mesure pour l'emploi, le nombre total de demandeurs passe à 13.986 personnes et le taux de chômage au sens élargi s'établit à 6,6 %. Outre le coût social et humain énorme en termes de cohésion sociale d'une telle situation, cette évolution a évidemment eu des répercussions importantes au niveau des soldes budgétaires publics. Entre 2002 et 2005, les dépenses du Fonds pour l'Emploi sont passées de 207 mio. € à 356 mio. €, soit une augmentation de 0,4% du PIB.



La forte augmentation du chômage a donc eu un impact négatif significatif et durable sur la position budgétaire tant de l'administration centrale que de l'administration publique.

Depuis 2004, le solde budgétaire de l'administration publique a commencé à se dégrader; alors qu'en 2004, il présentait un déficit budgétaire de 1,1% du PIB, en 2005, la situation budgétaire a cependant continué à se détériorer et le déficit pourrait atteindre 1,9% du PIB.

Le pays se caractérise du point de vue de la R&D par un faible investissement public. Il faut noter enfin que le paysage luxembourgeois de la R&D privée est fortement concentré entre les mains de quelques acteurs importants et largement dépendant de l'allocation de ressources à l'intérieur de grands groupes à envergure mondiale. Cependant, la création de l'Université du Luxembourg et d'un «Fonds de la Recherche» devrait contribuer à améliorer la situation. Dès lors, cette croissance n'est pas suffisante pour atteindre l'objectif de 3% en 2010 fixé par la stratégie de Lisbonne.

Concernant l'environnement, le Luxembourg s'est fixé comme objectif - énoncé déjà par le Luxembourg dans le cadre du Protocole de Kyoto en 1997 - de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 28% d'ici 2012 par rapport à 1990. Un premier plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO₂ a été arrêté en 2006.

Le remplacement au cours des années 1990 des hauts fourneaux de la sidérurgie luxembourgeoise par des aciéries dites «à arcs électriques» a pour effet une diminution sensible des émissions des gaz en question. Or, il semble que l'on assiste au cours de ces dernières années à un renversement de tendance dont serait responsable, en grande partie, le secteur des transports provoquant une augmentation massive des émissions de gaz à effet de serre.

D'un autre côté, l'économie luxembourgeoise est aujourd'hui de plus en plus diversifiée. Les politiques gouvernementales encouragent activement l'investissement et l'innovation: un environnement légal et fiscal flexible, des zones de développement industriel spécifiques, une main d'œuvre hautement qualifiée et multilingue, de multiples possibilités de financement, des infrastructures performantes (éducation, transport, télécommunication, zones d'activités,...) et des aides à l'investissement sur mesure constituent les points forts du Luxembourg.



Les politiques économiques sont fondées sur les forces de l'initiative privée et l'esprit d'innovation laissant aux entreprises une large liberté d'action. La proximité avec les administrations est grande. L'imposition des entreprises est une des plus faibles d'Europe, permettant ainsi d'importants retours sur investissement. Tout de même, le Luxembourg devra rester compétitif et investir dans les secteurs clés.

L'analyse A.F.O.M. permettra de mettre en évidence les faiblesses et opportunités du pays, afin d'en dégager les priorités qui seront retenues par le présent document.

3.2 Analyse A.F.O.M.

L'analyse des atouts, faiblesses, opportunités et menaces a pour fonction de faire une présentation dynamique des deux types de régions mentionnées (rurales et urbaines), faisant tout particulièrement ressortir:

- la mise en relief de l'actif et du passif par type de région,
- l'appréciation des enjeux fondamentaux,
- les principaux besoins et les besoins prioritaires,
- la hiérarchie des disparités.

Il est proposé aux pages suivantes une présentation de cette analyse, sous forme de tableau distinguant d'une part le milieu urbain et d'autre part, le rural.



3.2.1 Tableaux d'analyses

Situation socio-démographique

	ZONE URBAINE	ZONE RURALE
atouts	<ul style="list-style-type: none">- Forte densité de population, équipements bien utilisés.- Proximité des lieux d'habitation et des lieux de travail.- Population urbaine de tradition ouvrière dans le Sud du pays et à forte composante étrangère.- Forte proportion de travailleurs frontaliers.	<ul style="list-style-type: none">- Dynamique démographique, population active jeune (exode «urbain»), transformant les besoins primaires de la population résidente, et poussant notamment à modifier l'offre en services et équipements.
opportunités	<ul style="list-style-type: none">- Masse critique suffisante pour mener une politique de mobilité basée sur les transports publics ou pour l'offre de service de proximité.	<ul style="list-style-type: none">- Diversification croissante de la population active résidente.- Soutien au développement et à la modernisation des villages.
faiblesses	<ul style="list-style-type: none">- Forte densité d'occupation pression urbanistique.- Relations de voisinage difficiles entre habitat et lieux de production traditionnels.	<ul style="list-style-type: none">- Difficile satisfaction des nouveaux besoins en équipements et services rencontrant les aspirations de la nouvelle population (garde d'enfants, services de proximité, activités de loisirs).- Taille des communes (masse critique) souvent insuffisante.
menaces	<ul style="list-style-type: none">- Faible disponibilité de surface foncière.- Taux de chômage croissant.- Forte proportion de travailleurs navetteurs.- Cohésion sociale.	<ul style="list-style-type: none">- Population agricole en forte régression.- Tendance au développement de communes-dortoirs en raison de l'insuffisance et de l'inadaptation de l'offre d'emploi locale et de l'amélioration des infrastructures routières vers le centre.



Structures économiques

	ZONE URBAINE	ZONE RURALE
atouts	<ul style="list-style-type: none">- Nouvelles implantations industrielles soutenues par la politique d'aides nationales et européennes, par l'aménagement de zones d'activités et par l'adaptation des infrastructures (réseaux routiers et ferrés).- Emergence d'un secteur tertiaire et développement des services, favorisé par le bon niveau d'activités artisanales et industrielles et la tertiarisation de l'activité industrielle.	<ul style="list-style-type: none">- Présence de CDA régionaux.- Centres touristiques.- Développement local dans le cadre des deux parcs naturels: Parc naturel de la Haute Sûre et Parc naturel de l'Our.- Amélioration des infrastructures routières: en particulier des liaisons routières vers le centre.
opportunités	<ul style="list-style-type: none">- Secteur industriel en cours de diversification suite à la restructuration de la sidérurgie.- Libération en cours de vastes friches sidérurgiques à reconvertir (à moyen terme 650 ha)	<ul style="list-style-type: none">- Modernisation de l'activité viticole favorisant aussi les activités commerciales induites, dont le tourisme.- Zones d'activités à caractère national- Zones d'activités à caractère régional- Port fluvial du Luxembourg sur la Moselle.
faiblesses	<ul style="list-style-type: none">- Besoins de modernisation et d'adaptation des infrastructures à poursuivre.- Raréfaction et renchérissement des terrains	<ul style="list-style-type: none">- Manque d'infrastructures d'accueil pour les jeunes entreprises (types pépinières).- Activités touristiques insuffisamment exploitées dans le cadre du développement local (hébergement et animations).- Peu d'emplois demandant de fortes qualifications professionnelles de l'emploi agricole
menaces	<ul style="list-style-type: none">- Secteur tertiaire tourné sur les marchés internationaux insuffisamment développés en dehors de la Ville de Luxembourg et de ses environs immédiats.	<ul style="list-style-type: none">- Profonde mutation de l'activité agricole et viticole: réduction continue de l'emploi agricole, stagnation du revenu agricole.- Nouvelles formules à développer pour favoriser une fréquentation touristique plus soutenue.



Innovation et Technologie

	ZONE URBAINE	ZONE RURALE
atouts	<ul style="list-style-type: none">- Développement de l'enseignement supérieur et des activités R&D.- Création du Technoport Schlassgoart et développement d'outils de soutien à la gestion et aux stratégies de développement économique.- Construction de la Cité des Sciences sur les friches industrielles.	<ul style="list-style-type: none">- Projets pilotes dans le cadre de LEADER II dans la Région d'aménagement Nord : guichet unique pour les entreprises et développement du télétravail.
opportunités	<ul style="list-style-type: none">- Nombreuses actions d'information et de sensibilisation à l'innovation menées par les CRP.	<ul style="list-style-type: none">- Structures relais avec les principaux centres nationaux de R&D peu développées- Absence de masse critique
faiblesses	<ul style="list-style-type: none">- R&D pratiqué par les grandes entreprises mais souvent encore absentes dans les PME.	<ul style="list-style-type: none">- Faible introduction des nouvelles technologies dans le tissu économique actuel et manque d'environnement favorable.
menaces	<ul style="list-style-type: none">- Besoin de soutenir l'introduction des nouvelles technologies dans le tissu des PME-PMI afin de maintenir leur compétitivité.	<ul style="list-style-type: none">- Eloignement des principaux centres de R&D et d'innovation nationaux et manque de relais décentralisés.

Marché de l'emploi

	ZONE URBAINE	ZONE RURALE
atouts	<ul style="list-style-type: none">- Amélioration qualitative des emplois offerts.	<ul style="list-style-type: none">- Parcs naturels du Nord du Luxembourg: expériences valorisantes et transposables en matière d'emploi.
opportunités	<ul style="list-style-type: none">- Développement constant de l'offre d'emploi et élargissement des profils socioprofessionnels.	<ul style="list-style-type: none">- Offre d'emploi relativement diversifiée en raison de la structure économique non spécialisée des principaux pôles régionaux.
faiblesses	<ul style="list-style-type: none">- Emplois industriels ou de faible qualification encore dominants.- Marché du travail caractérisé par la présence importante des travailleurs frontaliers.	<ul style="list-style-type: none">- Niveau de l'offre insuffisante par rapport à la demande récente : nombreux navetteurs.
menaces	<ul style="list-style-type: none">- Taux de chômage croissant.	<ul style="list-style-type: none">- Faiblesse des structures permettant de mieux concilier vie familiale et professionnelle.



Environnement

	ZONE URBAINE	ZONE RURALE
atouts	<ul style="list-style-type: none">- Existence de nouvelles technologies dans le domaine de l'énergie, cogénération, (centrale Turbine-Gaz-Vapeur à Esch-sur-Alzette).- Bon niveau général d'équipement et d'infrastructures en matière de moyens de collecte et traitement des déchets.	<ul style="list-style-type: none">- Région d'aménagement Nord : richesse du patrimoine naturel du Haut-Oesling.- Région d'aménagement Est : partiellement incluse dans les régions naturelles du Müllertal et de la vallée de la Moselle; Sources de Rosport.- Présence de 3 cours d'eau d'importance nationale et internationale (Our, Sûre et Moselle).- Bon niveau général d'équipement en matière de moyens de traitement des déchets.- Installations pilotes d'exploitation d'énergie éolienne (Régions d'aménagement Nord et Est).
opportunités	<ul style="list-style-type: none">- Passage à la sidérurgie électrique.- Recolonisation par la faune et la flore des anciennes minières.- Amélioration progressive de la qualité des eaux et du traitement des eaux usées: agrandissement et modernisation de stations d'épuration.	<ul style="list-style-type: none">- Importance des ressources en bois.- Nouvelles mesures agro-environnementales et de protection de la biodiversité.- Inventaire en cours des sites contaminés.
faiblesses	<ul style="list-style-type: none">- Impact négatif des friches industrielles sur la qualité du cadre de vie et l'image de la région.- Potentiel de développement lié aux activités de recyclage ou valorisation des déchets encore insuffisamment exploité.	<ul style="list-style-type: none">- Modes d'exploitation touristique à caractère trop saisonnier.- Sous-utilisation des énergies renouvelables, notamment la filière bois.
menaces	<ul style="list-style-type: none">- Surfaces importantes de sites contaminés entravant le développement des zones urbaines et résidentielles et contraignant à une consommation d'espace irrationnelle.- Etalement des nouvelles zones d'habitation dans les ceintures vertes des agglomérations.	<ul style="list-style-type: none">- Cours d'eau: problèmes d'épuration des eaux non résolus en certains endroits (notamment liés à l'exploitation de campings en bordure de rivières).- Dégradations paysagères et menaces sur la biodiversité liées à certaines pratiques agricoles.



Egalité des chances

	ZONE URBAINE	ZONE RURALE
atouts	<ul style="list-style-type: none">- Regroupement à Esch et à Luxembourg-ville des principaux centres de formation professionnelle continue nationaux (CNFPC et CFP-Belval).- Actions spécifiques pour les femmes (Zarabina, commune de Bettembourg, etc.).	<ul style="list-style-type: none">- Formation professionnelle dans l'activité agricole, viticole et sylvicole, notamment en vue de soutenir le développement d'activités complémentaires.- Actions locales d'encadrement et d'assistance à la réinsertion professionnelle.
opportunités	<ul style="list-style-type: none">- Développement de structures locales d'encadrement et d'assistance à la réinsertion professionnelle.	<ul style="list-style-type: none">- Installation d'une population de niveau de formation et qualification comparable à la moyenne nationale.
faiblesses	<ul style="list-style-type: none">- Taux d'abandon scolaire élevé.	<ul style="list-style-type: none">- Implantation du centre de formation professionnel le plus proche à Diekirch.
menaces	<ul style="list-style-type: none">- Cohésion sociale menacée	<ul style="list-style-type: none">- Insuffisance des structures existantes, notamment en faveur de la conciliation vie familiale et professionnelle

3.2.2 Les enjeux fondamentaux des régions

En zone urbaine (Centre-Sud, Sud, Centre-Nord)

Cette analyse contradictoire permet de faire ressortir les enjeux fondamentaux de l'avenir des zones urbaines spécialement celle du Sud et les besoins à traiter prioritairement pour lutter contre les principales disparités constatées dans les principaux domaines d'analyse:

- en matière socio-économique, les cibles prioritairement identifiées, apparaissent effectivement être:
- les PME/PMI en raison, d'une part, du rôle fondamental qu'elles jouent dans le processus engagé de diversification économique et de développement endogène, d'autre part, du marché d'emploi qu'elles représentent (qualifications et emplois H et F), mais également en raison de leur relative fragilité par rapport aux mutations constantes du contexte économique et technologique et jusqu'alors de leur faible accès à la culture de l'innovation et de la R&D,



- l'environnement productif en termes de développement des capacités de R&D, ainsi que de services aux entreprises pour continuer les actions déjà engagées et maintenir la zone à un niveau économique compétitif,
 - les infrastructures d'intérêt économique, comme les zones d'activités destinées à accueillir de nouvelles activités respectivement à favoriser le développement de PME à l'étroit en milieu urbain, ou les infrastructures de transports, dessertes et accès qui y sont liés, afin d'assurer une capacité d'accueil permanente de haut niveau.
- en matière de positionnement technologique, l'évolution récente fait apparaître les principaux enjeux suivants à court terme:
- continuer à soutenir les PME/PMI en raison de leur relative fragilité par rapport aux mutations constantes du contexte économique et technologique et jusqu'alors de leur faible accès à la culture de l'innovation et de la R&D,
- en matière de développement durable, le thème de la reconversion des friches industrielles apparaît comme primordial pour les raisons suivantes:
- l'enjeu spatial, d'ordre fonctionnel, représenté par le volume des surfaces à reconquérir et par leur position stratégique dans le tissu urbanisé de la Région Sud;
 - l'offre foncière à disposition du développement économique mais également de l'habitat, des loisirs, de la formation et de la culture;
 - la priorité écologique de décontaminer des terrains enclavés dans la zone du Grand-Duché ayant la plus forte densité de population;
 - l'impact, en termes d'amélioration qualitative du cadre de vie, de la recomposition d'un espace multifonctionnel, réhabilitant les espaces naturels d'accompagnement dans la zone urbaine.



- en matière d'égalité entre hommes et femmes, la situation actuelle fait état des principaux déficits suivants:
- pour adapter les compétences de la main-d'œuvre par rapport à l'évolution du contexte économique, et à l'offre d'emploi, en faveur d'un meilleur équilibre hommes/femmes;
- pour développer les services de proximité, notamment dans le domaine de la garde d'enfants, pour soutenir l'égalité des chances et le développement de l'emploi féminin.

Les priorités en zone urbaine:

- Soutenir la diversification économique ainsi que le développement endogène en mettant l'accent sur les zones d'activités destinées à accueillir de nouvelles activités et sur les structures d'accueil
- Augmenter l'offre foncière à disposition du développement économique par la reconversion des friches
- Soutenir la R&D et l'innovation en vue de renouveler le potentiel de croissance
- Adapter la main-d'œuvre aux nouveaux besoins économiques

En zone rurale (Centre-Nord, Nord, Ouest, Est)

Au regard de l'hétérogénéité des zones rurales, l'analyse fait ressortir les choix de développement les plus adaptés aux atouts qu'offrent ces zones, en regard de leurs faiblesses et disparités propres:

- en matière socio-économique, l'actif des zones rurales est apprécié pour ses aptitudes comme potentiel à valoriser, par exemple:
- les piliers du tissu économique (en terme de secteurs d'activité et emploi): les PME/PMI dans les secteurs spécifiques de l'industrie et du commerce;



- l'environnement productif en termes de services aux différents types d'activités représentés, aux entreprises et à la promotion de celles-ci;
- le renouveau socio-économique lié à l'apport de la population nouvelle, les infrastructures d'intérêt économique comme les zones d'activités, de même que les infrastructures de transports, dessertes et accès qui y sont liés;
- en matière de positionnement technologique, les zones apparaissent comme ayant effectivement un retard à combler, dans un sens adapté aux particularités régionales:
- suppléer aux faiblesses évoquées en termes d'environnement favorable à l'innovation et au transfert de technologie économique (structures de soutien, de conseil et de formation);
- favoriser des structures relais avec les principaux centres nationaux de R&D et les mises en réseau dans la mesure où une masse critique peut être réunie;
- en matière d'environnement, les enjeux du développement durable en zone rurale résident pour une grande part dans le potentiel naturel et culturel des zones à valoriser:
- l'utilisation des nouvelles technologies de l'information en matière de promotion touristique, encore peu introduites et à promouvoir;
- la protection des ressources naturelles, des cours d'eau et des paysages;
- la valorisation de l'environnement humain: patrimoine culturel, savoir-faire artisanal, traditions, etc... à intégrer de manière transversale dans les projets de développement local;
- énergies renouvelables.
- en matière d'égalité entre hommes et femmes:
- l'adaptation de la main d'œuvre au changement du contexte économique;
- la diversification des activités liées au développement endogène, besoins en formation et adaptation (mal connus en raison du récent renouvellement de population);



- le développement des services de proximité en réponse aux besoins de premier niveau (gardes d'enfants, éducation, soins et retraites);
- le transfert de concepts et de type d'actions développés dans le cadre de parcs naturels.

Les priorités en zone rurale:

- Développer les zones d'activités et structures d'accueil, de même que les infrastructures de transports
- Créer un environnement favorable à l'innovation et au transfert de technologie économique en favorisant des structures relais avec les principaux centres nationaux de R&D
- Adaptation de la main-d'œuvre et développement des services de proximité
- Protection des ressources naturelles



CHAPITRE 4

PRIORITÉS ET STRATÉGIES

4.1 Justification de la concentration géographique, thématique et financière

La volonté de concentration de l'intervention des moyens communautaires est la conséquence:

- d'une enveloppe budgétaire limitée à 50,5 mio € sur toute la période de programmation, à partager entre le PO-FEDER et le PO-FSE,
- d'une recherche du meilleur effet de levier possible,
- d'une recherche d'un réel impact sur la région,
- de la complémentarité des politiques nationales et communautaires.

4.1.1 Concentration géographique

La période de programmation 2007-2013 ne prévoit plus de zonage de sorte que l'entière du territoire du Grand-Duché de Luxembourg est éligible au cofinancement communautaire.

Ainsi, l'autorité de gestion du FEDER essaiera de concentrer sa stratégie sur quelques domaines pour lesquels il est possible d'identifier une spécificité territoriale et qui ont la particularité d'engendrer un effet de levier et des retombées économiques pour l'ensemble de la région.

En effet, alors que depuis le milieu des années 80, les fonds structurels, et en particulier le FEDER, intervenaient essentiellement au titre de la reconversion économique et sociale de zones délimitées gravement frappées par la restructuration dans leurs secteurs d'activité dominants, il n'en va plus de même pour la période 2007-2013.



Il s'agit plutôt d'adopter une approche offensive, promotrice de la compétitivité économique et de la création d'emploi. Il est entendu cependant que ces efforts devront cibler essentiellement des faiblesses et des objectifs régionaux voire territoriaux à l'égard de la compétitivité et de l'emploi.

4.1.2 Concentration thématique

Le Plan de Réforme National (PRN) et le Cadre de référence stratégique national (CRSN) servent de base à l'élaboration du Programme opérationnel. Il appartient à chaque pays membre d'établir à partir de l'analyse AFOM (atouts, faiblesses, opportunités et menaces) les priorités et les thèmes autour desquels va se concentrer l'Objectif « Compétitivité régionale et Emploi ».

L'autorité de gestion a retenu et élaboré dans le présent PO, le principal souhait des services de la Commission européenne relatif à la stratégie décrite dans le CRSN concernant le besoin de concentrer les priorités retenues par le FEDER sur un nombre plus réduit de thèmes.

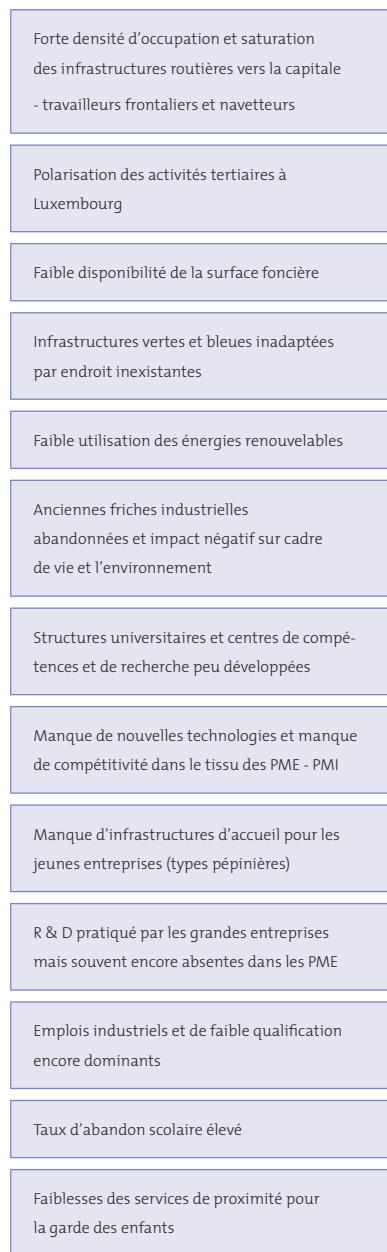
D'ailleurs, lors de la cérémonie de signature du CRSN¹ le 22 octobre 2007, la Commissaire responsable de la politique régionale, Danuta Hübner, a souligné le fait que le Luxembourg a bien mis l'accent sur l'importance d'éviter le saupoudrage et l'éparpillement des projets qui bénéficieront d'un financement. Cela permettra d'obtenir un effet de levier et une réelle valeur ajoutée communautaire.

Le graphique ci-dessous met en évidence les priorités qui découlent des principales faiblesses et menaces décrites dans l'analyse AFOM.

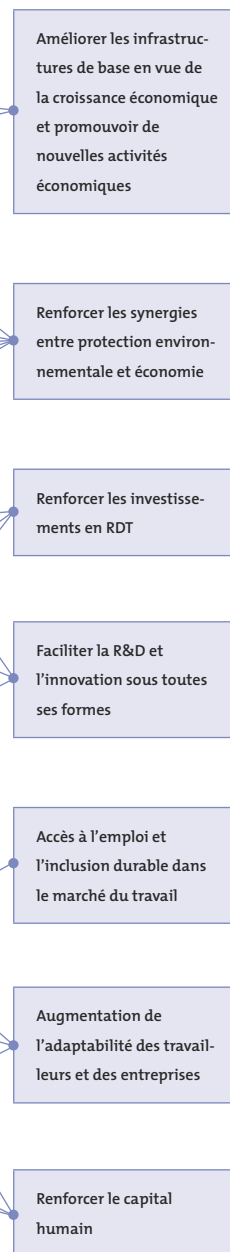
¹ Le CRSN a été arrêté par la Commission le 8 octobre 2007.

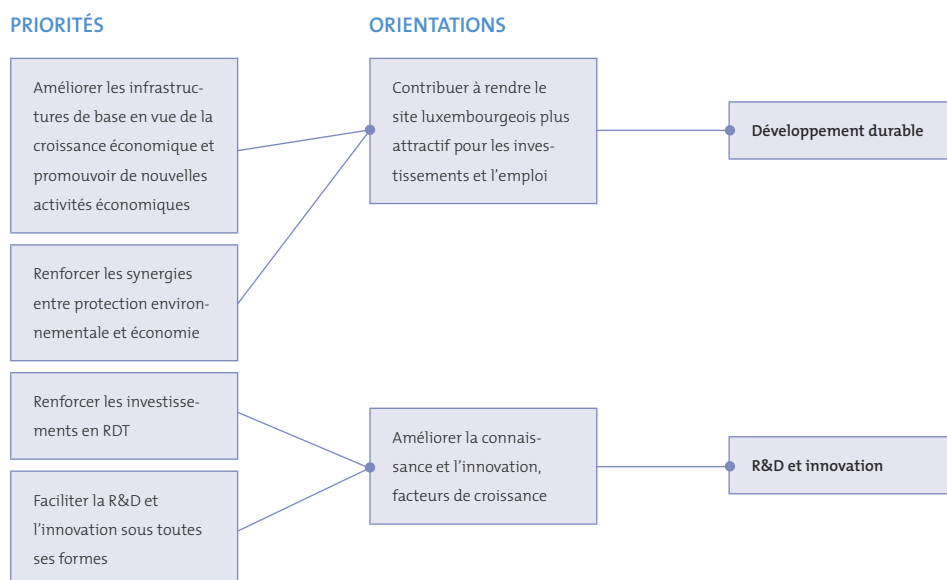


FAIBLESSES



PRIORITÉS





4.1.3 Concentration financière

Vu l'enveloppe budgétaire restreinte pour la période 2007-2013 par rapport à la période précédente 2000-2006, l'autorité de gestion prévoit de soutenir des projets sur tout le territoire luxembourgeois, en particulier dans la région Sud du pays.

En effet, cette région accueillera la future Cité des Sciences, qui sera un lieu hébergeant des chercheurs en RDT et des entreprises innovantes. Ceci correspond à la stratégie de Lisbonne et contribuera de manière significative à atteindre le taux de 75% des dépenses totales relatives à la stratégie et fixé par la Commission européenne.



4.2 Stratégies et priorités adoptées et retenues

4.2.1 Axe prioritaire 1 : Contribuer à rendre le site luxembourgeois plus attractif pour les investissements et l'emploi

Stratégie : Améliorer les infrastructures de base en vue de la croissance économique et promouvoir de nouvelles activités économiques

L'objectif de cette priorité est de contribuer au renforcement de l'environnement économique nécessaire à la diversification et au développement du potentiel endogène propre à chaque région, en tenant compte de ses besoins de reconversion et des opportunités. Elle correspond à l'esprit des LDI 9, 10 et 15 du Plan National pour l'innovation et le plein emploi.

Les interventions prévues devront chercher à concilier l'augmentation de la compétitivité des régions et une amélioration des cadres de vie. Elles sont censées tenir compte de la politique de l'aménagement du territoire et seront mises en œuvre, entre autre, par référence aux priorités d'action du programme directeur d'aménagement du territoire, aux plans directeurs sectoriels et régionaux et au concept intégré des transports et du développement spatial (IVL). De manière générale, cette priorité contribue au renforcement des centres de développement et d'attraction (CDA) qui sont définis dans le cadre du concept de la "déconcentration concentrée".

Au titre de cette priorité, il est important d'investir dans les domaines suivants:

- favoriser l'implantation de petites et moyennes entreprises (centre d'accueil, pépinières d'entreprises), encourager la création de nouvelles entreprises et développer la mise en place d'un encadrement pour jeunes entrepreneurs, sous forme de sensibilisation, d'assistance et de coaching;
- soutenir la promotion des technologies de l'information et de la communication (TIC) les plus avancées au profit des acteurs économiques;



Stratégie: Renforcer les synergies entre protection environnementale et économie

La négligence ou la prise en compte tardive de défis environnementaux et énergétiques, risquent de nuire à la qualité de la vie et d'entraîner des dommages environnementaux irréversibles, ainsi que des coûts nettement supérieurs à ceux de l'action préventive, ce qui entraverait la croissance économique et affecterait négativement les finances publiques.

Cette priorité répond aux problèmes environnementaux provoqués par l'activité humaine et l'exploitation des ressources naturelles. En conséquence, elle soutient la protection, la régénération et l'amélioration du patrimoine naturel.

Suite aux restructurations dans le secteur industriel, beaucoup de sites ont été libérés, délaissant des hectares en friche, souvent en milieu urbain. La réaffectation de ces terrains permettrait à la fois une utilisation parcimonieuse du sol et des réaffectations à des fins économiques.

Cette priorité correspond à l'esprit de la LDI 11 du Plan National pour l'innovation et le plein emploi et vise principalement à réhabiliter l'environnement physique. Il s'agit:

- de soutenir la reconversion des friches industrielles dans le contexte de la politique de développement et de diversification économique en accord avec les principes du développement spatial durable;
- de promouvoir le réaménagement et la réhabilitation des agglomérations urbaines touchées par des mutations économiques;

Par ailleurs, cette priorité vise aussi à encourager les acteurs économiques et institutionnels à miser sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, sur l'efficacité énergétique ainsi que sur la promotion des énergies nouvelles et renouvelables. Cette approche permet une réduction de la dépendance énergétique, une amélioration de la sécurité d'approvisionnement et un renforcement de la compétitivité des acteurs économiques. Le fait de réduire les importations d'énergie et de développer les sources nationales, offre également l'opportunité d'attirer et de créer des activités manufacturières et de services qui innovent dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique et de façon générale dans des technologies respectueuses des ressources naturelles et de l'environnement.



Cette priorité correspond à l'esprit de la LDI 11 du Plan National pour l'innovation et le plein emploi et vise à encourager une utilisation rationnelle de l'énergie à des fins de l'amélioration de la situation compétitive des acteurs économiques luxembourgeois:

- encourager les démarches visant l'introduction de systèmes de gestion d'énergie renouvelables;
- promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie;
- promouvoir les accords volontaires de réduction de la consommation avec les grands secteurs d'activité économique;
- poursuivre les efforts d'information visant à responsabiliser davantage les acteurs économiques et institutionnels en vue d'une consommation d'énergie durable et écologique.

4.2.2 Axe prioritaire 2: Améliorer la connaissance et l'innovation, facteurs de croissance

Stratégie: Renforcer les investissements en RDT

Cette priorité vise à soutenir la création et l'amélioration en infrastructures et en compétences permettant de développer et/ou de renforcer les capacités de recherche et de développement.

La priorité correspond à l'esprit de la LDI 7 du Plan national pour l'innovation et le plein emploi et est composée des deux thèmes suivants:

A. Renforcer la coopération entre la recherche publique et la recherche privée

- contribuer à la définition d'une approche coordonnée en matière de recherche publique et privée au Luxembourg et à une meilleure adéquation entre, d'une part, les besoins nationaux en matière de compétences scientifiques/technologiques et, d'autre part, les orientations futures du développement économique;
- mettre en valeur les complémentarités et réaliser des synergies entre capacités publiques et privées de R&D ;



- soutenir l'Agence nationale pour la promotion de la recherche et de l'innovation, dans les domaines suivants: création de partenariats publics-privés impliquant l'Université du Luxembourg et/ou les CRP; promotion des programmes européens ESA, FP7 et CIP; valorisation de la recherche et stimulation de l'innovation;
- inciter les entreprises à créer des démarches innovantes, notamment par le recours à l'expertise externe et/ou à l'engagement de personnel spécialisé.

B. Encourager l'extension des capacités et le développement des infrastructures de recherche

- investir dans la construction, l'installation et les équipements (instruments et logiciels) des Centres de Recherche Publics (CRP) et de l'Université du Luxembourg.

Stratégie: Faciliter la R&D et l'innovation sous toutes ses formes

Cette priorité soutient la création et le développement d'activités innovantes et de R&D au niveau des entreprises; entre entreprises et entreprises et/ou entre entreprises et Centres de Recherche Publics ou l'Université du Luxembourg. L'objectif est de contribuer à la compétitivité, de développer ou de confirmer des spécialisations régionales à forte valeur ajoutée et de renforcer leur positionnement technologique et économique tout en respectant le principe du développement durable et de protection environnementale.

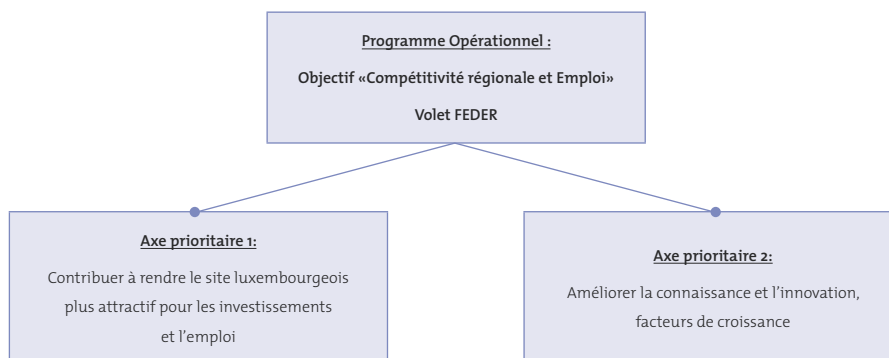
La priorité correspond à l'esprit de la LDI 8 du Plan National pour l'innovation et le plein emploi et vise à:

- promouvoir et favoriser la R&D et l'innovation et développer des pôles d'excellence et grappes technologiques dans les domaines prioritaires du développement économique: écotechnologies, biotechnologies, technologies de l'automobile, nanotechnologies, procédés de production, technologies de l'environnement (eau), technologies de traitement et de revêtement de surfaces, matériaux et matières plastiques, logistique, droit, économie et finance;
- faciliter la diffusion de l'innovation par l'exploitation de réseaux entre les entreprises et les centres de recherche (Technoport, pépinières d'entreprises);
- sensibiliser les entreprises à la propriété intellectuelle.



4.3 Présentation graphique des axes prioritaires et mesures du P.O.

D'après les stratégies et priorités retenues et énumérées dans les sous-chapitres précédents, l'autorité de gestion a pris l'option de suivre une stratégie construite sur deux grands axes. L'enveloppe totale FEDER est répartie d'une manière équitable, c-à-d: 50:50.



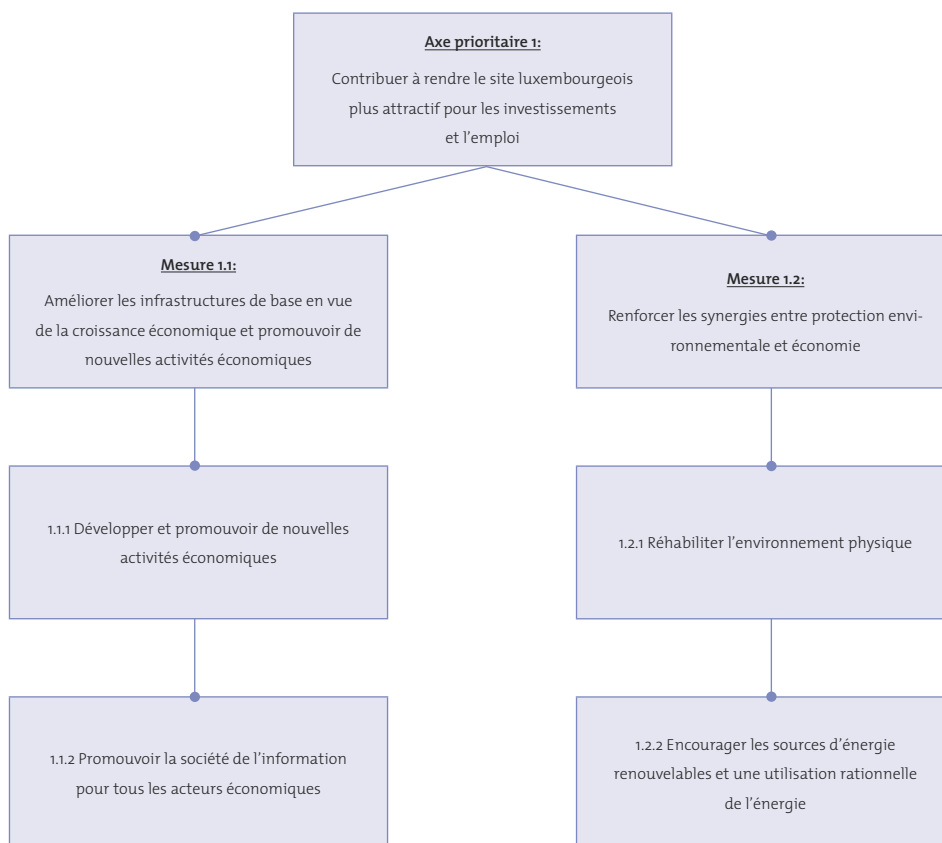
Le 1^{er} axe prioritaire vise à stimuler la croissance et l'emploi à travers des investissements en infrastructures nécessaires aux acteurs économiques, de promouvoir de nouvelles activités économiques et de renforcer les synergies entre la protection de l'environnement et la croissance économique. Cet axe intègre les grands principes de la stratégie de Göteborg dans le cadre du principe de développement durable au niveau communautaire.

Le 2^{ème} axe prioritaire vise la croissance et l'emploi par la stimulation des activités fondées sur la connaissance, l'innovation et la R&D. Cet axe est principalement orienté vers la stratégie de Lisbonne, c-à-d l'amélioration de la compétitivité économique nationale respectivement européenne.

Les mesures des 2 axes sont schématisées dans les 2 tableaux ci-dessous.



Axe prioritaire 1: Contribuer à rendre le site luxembourgeois plus attractif pour les investissements et l'emploi

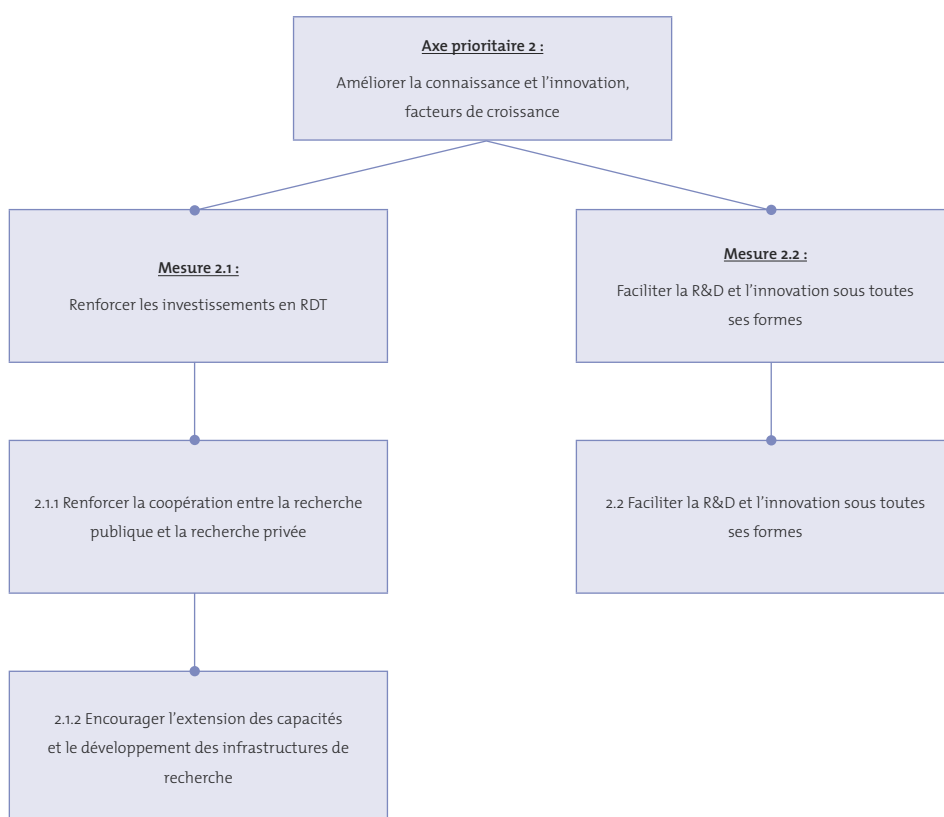


L'axe prioritaire 1 est censé répondre à la problématique des régions ayant un retard de développement en infrastructures de base et des régions en reconversion structurelle. Il est destiné à poursuivre la réhabilitation des anciennes friches industrielles au sud et au nord du pays et le développement de centres et sites d'accueil pour jeunes entreprises nouvelles et innovantes.

Les projets prévus dans les mesures 1.1 et 1.2 sont des projets d'études, d'équipement et d'infrastructures.



**AXE PRIORITAIRE 2: Améliorer la connaissance et l'innovation,
facteurs de croissance**



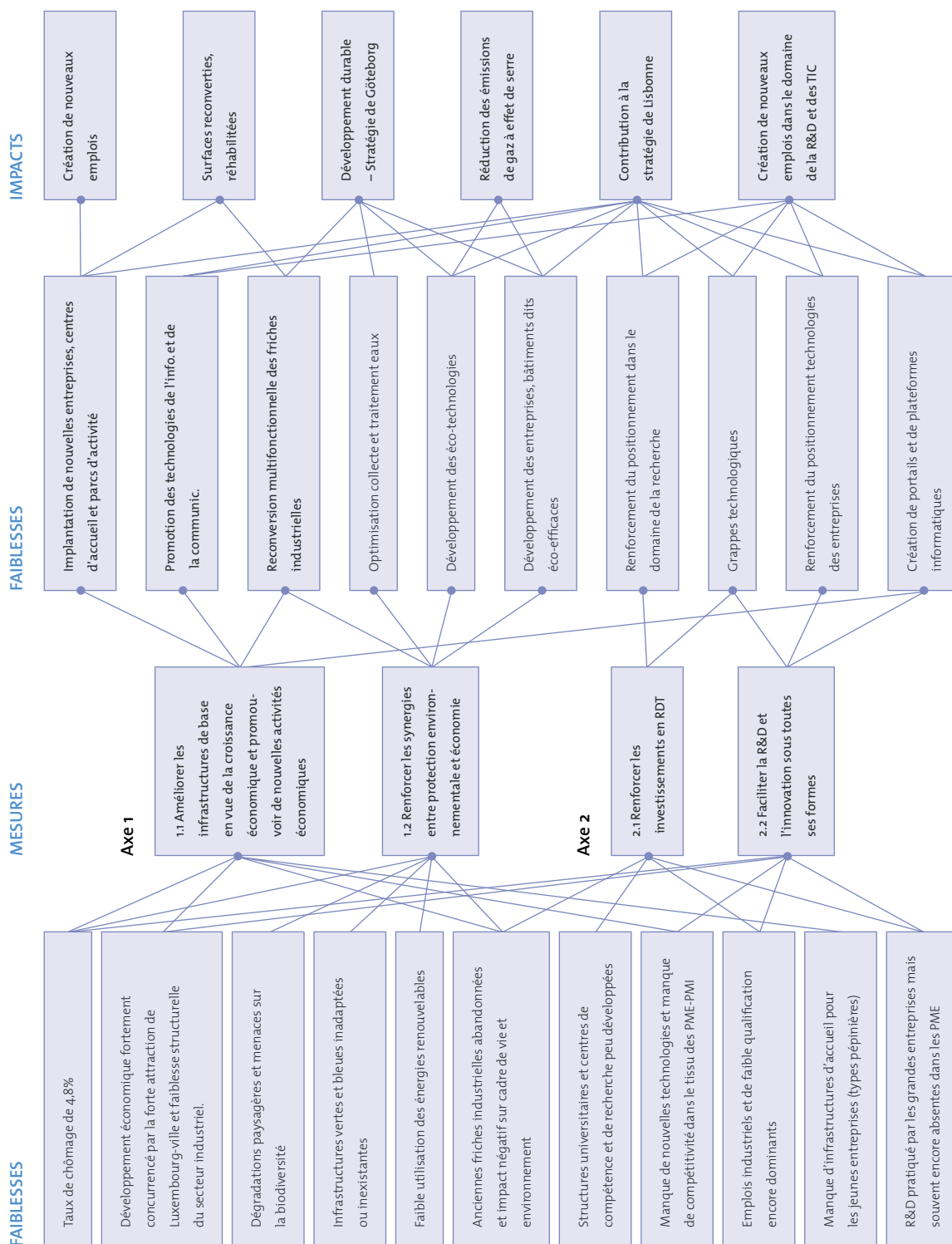
L'axe prioritaire 2 répond aux pénuries en infrastructure de RDT dans les secteurs avec un potentiel de croissance important. Il vise tous les projets s'inscrivant dans le renforcement des capacités et dans l'augmentation des activités en matière de RDT.

La mesure 2.1 devrait encourager l'extension des capacités et le développement d'infrastructures et d'équipements permettant le développement de nouvelles compétences dans un nombre limité de domaines. La mesure devrait contribuer à la mise en œuvre de l'Université du Luxembourg et de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation. La mesure 2.2 est destinée à faciliter la diffusion et la stimulation de la R&D et de l'innovation entre partenaires publiques et privés.



4.4 Diagramme logique d'impact

Le tableau ci-dessous montre l'intersection entre les principales faiblesses du pays, les mesures retenues au programme opérationnel, les objectifs et les résultats/impacts escomptés. Ce diagramme permet d'apprécier la cohérence, la pertinence et la complémentarité des mesures du P.O. envers les besoins identifiés dans l'analyse A.F.O.M. du pays et les objectifs des stratégies de Lisbonne et de Göteborg.





CHAPITRE 5

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE L'AXE PRIORITAIRE 1

Contribuer à rendre le site luxembourgeois plus attractif pour les investissements et l'emploi

5.1 Objectifs spécifiques de l'axe prioritaire 1

L'axe prioritaire 1 a pour but de contribuer à la diversification et au développement endogène durable des régions, fortement pénalisées par les mutations structurelles, notamment industrielles et urbaines, et de contribuer à leur renouvellement économique, environnemental, énergétique et urbain.

La vocation des deux mesures de cet axe est, d'une part, de favoriser la reconversion économique, l'intégration des surfaces en friches, industrielles et autres, qui représentent un potentiel très estimable pour le développement spatial et économique des régions concernées et d'agir positivement sur les cadres de vie plus ou moins fortement marqués, et d'autre part, de promouvoir la protection de l'environnement naturel en participant très directement à la mise en œuvre du Plan national pour un Développement Durable.

Parmi les objectifs spécifiques de l'axe prioritaire 1, on peut citer:

- le renforcement des structures économiques
- la diversification et le développement économique régional
- une meilleure répartition territoriale des équipements et de l'emploi
- la promotion des TIC au profit des acteurs économiques
- la création et/ou le maintien d'emploi
- l'esprit d'entreprise



- l'amélioration de la compétitivité des entreprises
- la réhabilitation urbaine et rurale à vocation économique
- l'assainissement et la reconversion des friches, industrielles et autres
- la protection de l'environnement
- le développement des technologies s'inscrivant dans le cadre de la politique énergétique communautaire et nationale
- la promotion des sources énergétiques renouvelables et alternatives (biomasse, solaire, hydrologique, éolienne)
- l'amélioration de l'efficacité énergétique, voire les économies d'énergie

5.2 Description détaillée des mesures de l'axe prioritaire 1

Mesure 1.1: Améliorer les infrastructures de base en vue de la croissance économique et promouvoir de nouvelles activités économiques

La mesure vise à contribuer au renforcement des structures économiques des régions par la diversification et le développement du potentiel endogène propre à chaque région en tenant compte de ses besoins de reconversion et des opportunités. Ce développement des infrastructures de base contribuera en particulier à une meilleure compétitivité des entreprises et de l'économie en général et à l'amélioration des cadres de vie. La mesure relève des lignes directrices intégrées n°9, 10 et 15 du Plan national pour l'innovation et le plein emploi.



1.1.1 Développer et promouvoir de nouvelles activités économiques

- projets favorisant le développement et la diversification de la structure économique au niveau régional;
- projets favorisant la prospection économique ciblée et permettant d'intégrer, dans le tissu économique régional et national, de nouvelles entreprises génératrices d'emplois et respectueuses de l'environnement;
- projets favorisant la création et l'implantation de petites et moyennes entreprises (PME) innovatrices pour renforcer l'économie régionale;
- projets soutenant l'amélioration des infrastructures urbaines et rurales en relation avec des structures économiques existantes ou futures, et ayant pour but de revaloriser l'image locale/régionale et d'améliorer l'attractivité économique;
- projets favorisant la relance de l'économie, notamment dans les centres de développement;
- projets visant à promouvoir l'esprit d'entreprise à travers des initiatives publiques ou privées, d'assister et de promouvoir les jeunes start-up dans des structures d'accueil comme le centre «Ecostart I» ou l'incubateur national «Ecostart II».

La sous-mesure comprend les interventions visant l'aménagement (y compris préparation et mise en état des terrains), la construction ou la modernisation de structures participant au développement des capacités d'accueil aux entreprises, dans un concept de soutien à de nouveaux modèles d'activité économique, au développement de nouveaux pôles de compétences et à la consolidation des spécialisations régionales. Le domaine d'action couvre deux types d'équipements:

- **Les «bâtiments d'accueil»**

Ces bâtiments «relais» construits ou modernisés sont destinés notamment à l'accueil de start-up: ces bâtiments peuvent faire fonction d'incubateurs, de pépinières, de centres d'accueil, de maisons-relais ou de technoport, selon le concept d'ensemble.

- **Les «parcs d'activités»**

Ces zones d'activités aménagées et équipées sont destinées à l'accueil d'activités artisanales et/ou industrielles, mais également d'activités tertiaires, et principalement à des entreprises de type PME nouvellement créés, mais aussi déplacées.



1.1.2 Promouvoir la société de l'information pour tous les acteurs économiques

Cette sous-mesure vise à améliorer et promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) les plus avancées au profit des acteurs économiques, à savoir:

- Création et développement de portails à guichet unique et plateformes d'information et d'échange pour acteurs économiques;
- Utilisation des TIC pour la simplification des formalités administratives et pour l'allègement de la charge administrative pour les entreprises;
- Mise en oeuvre du Plan National pour la sécurité des réseaux et des systèmes d'information des entreprises et du secteur public;
- Développement des infrastructures performantes et pleinement intégrées dans les réseaux internationaux de communication électronique;
- Réalisation de réseaux entre entreprises, administrations publiques et/ou centres de recherche publics;
- Promouvoir la présence luxembourgeoise dans le domaine des TIC et du commerce électronique (e-Business);
- Promouvoir la pénétration des connexions Internet haut débit et de nouveaux moyens de communication (blogs, téléphonie sur Internet, messagerie instantanée, Extranet,...);
- Promouvoir la présence Internet des acteurs économiques.



Mesure 1.2: Renforcer les synergies entre protection environnementale et économie

Cette mesure vise à soutenir les interventions projetées à la fois en respect des contraintes environnementales et au bénéfice des spécificités de l'économie régionale. Elle est globalement destinée à intégrer le respect des contraintes environnementales dans l'exercice des activités économiques, mais elle est plus directement réservée aux projets portant sur la protection, l'amélioration et la régénération du patrimoine naturel. La mesure relève de la ligne directrice intégrée n°11 du Plan national pour l'innovation et le plein emploi.

1.2.1 Réhabiliter l'environnement physique

- projets visant à soutenir la reconversion des friches industrielles et autres dans le contexte de la politique de développement et de diversification économique en accord avec les principes du développement spatial durable;
- projets d'études et de réalisation visant à concentrer le développement économique sur les sites industriels existants et sur les friches à convertir;
- projets d'assainissement de sites contaminés en tenant compte du principe «pollueur-payeur» et en tenant compte des rapports coûts-utilité et coûts-efficacité des mesures à mettre en œuvre et en fonction des besoins des futures affectations des sites;
- projets d'assainissement de terrains pollués, ayant notamment une influence immédiate sur la nappe phréatique.
- projets visant à optimiser la collecte et le traitement des eaux ainsi que la renaturation des cours d'eau sur les friches industrielles;
- projets visant la réhabilitation urbaine et rurale à des fins économiques



1.2.2 Encourager les sources d'énergie renouvelables et une utilisation rationnelle de l'énergie

Cette sous-mesure vise à encourager la production respectivement l'utilisation d'énergies nouvelles et durables, voire renouvelables, et à renforcer l'efficacité énergétique et une utilisation rationnelle de l'énergie. Elle contribue à promouvoir la diffusion de technologies éco-efficaces respectant l'environnement et s'inscrit dorénavant pleinement dans le cadre de l'actuelle politique énergétique communautaire.

Cette sous-mesure est destinée à soutenir les projets suivants:

- projets favorisant les sources d'énergie renouvelables;
- projets ayant pour but de favoriser l'émergence de «marchés verts», notamment par voie des marchés publics et des aides et subsides, tels qu'initiés par le régime d'aides pour les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables;
- projets promouvant l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'activité de production et le secteur de la construction (bâtiments éco-efficaces).



5.3 Catégorisation des interventions de l'axe prioritaire 1

Les domaines d'intervention soutenus dans l'axe 1 relèvent des codifications suivantes:

Mesure 1.1 Améliorer les infrastructures de base en vue de la croissance économique et promouvoir de nouvelles activités économiques			
Thème prioritaire	Forme de financement	Dimension territoriale	Activité économique
RDT, innovation et esprit d'entreprise 05 Services d'appui avancé aux entreprises et groupes d'entreprises 09 Autres actions visant à stimuler la recherche, l'innovation et l'esprit d'entreprise dans les PME Réhabilitation urbaine / rurale 61 Projets intégrés pour la réhabilitation urbaine / rurale Société de l'information 11 Technologies de l'information et de la communication (accès, sécurité, interopérabilité, prévention des risques, recherche, innovation, contenu numérique, etc.) 12 Technologies de l'information et de la communication (TEN-TIC) 14 Services et applications pour les PME (commerce électronique, éducation/formation, mise en réseau,...) 15 Autres actions visant à améliorer l'accès aux TIC et leur utilisation efficace par les PME	01 Aide non remboursable	01 Agglomération urbaine 05 Zone rurale	10 Postes et télécommunications 12 Construction 13 Commerce 16 Immobilier, location et services aux entreprises 17 Administration publique 22 Autres services non spécifiés



Mesure 1.2 Renforcer les synergies entre protection environnementale et économie			
Thème prioritaire	Forme de financement	Dimension territoriale	Activité économique
RDT, innovation et esprit d'entreprise 06 Aide aux PME pour la promotion de produits et de schémas de production respectant l'environnement Environnement et prévention des risques 50 Réhabilitation des sites industriels et terrains contaminés Réhabilitation urbaine / rurale 61 Projets intégrés pour la réhabilitation urbaine / rurale Energie 39 Energies renouvelables : Eolienne 40 Energies renouvelables : Solaire 41 Energies renouvelables : Biomasse 42 Energies renouvelables : Hydroélectrique, Géothermie, et autres 43 Efficacité énergétique, cogénération, maîtrise de l'énergie	01 Aide non remboursable	01 Agglomération urbaine 05 Zone rurale	07 Extraction de produits énergétiques 08 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur 12 Construction 17 Administration publique 21 Activités liés à l'environnement



5.4 Plan de financement de l'axe prioritaire 1

Axe	COUT TOTAL (1=2+3+4)	Financement communau- taire FEDER	Financement national public	Financement national privé
	1	2	3	4
Axe prioritaire 1 (48% de l'enveloppe FEDER globale)	48.467.840	12.116.960	21.810.528	14.540.352
%	100%	25%	45%	30%

Le poids financier total de l'axe 1 par rapport à l'ensemble du programme est de 48%.
Le taux d'intervention du FEDER est calculé par rapport au coût total et s'élève à 25%.

L'intervention du secteur privé est chiffrée à titre indicatif.
Une réserve nationale pour imprévus n'a pas été prévue.

5.5 Bénéficiaires de l'axe prioritaire 1

Les catégories de bénéficiaires finals potentiels de l'axe 1 sont les suivants:

- Autorités publiques: Etat, communes, syndicats de communes, établissements publics, centres de recherche publics
- Sociétés de développement publiques, privées, mixtes
- Entreprises et/ou groupements d'entreprises
- Syndicats d'initiative
- Organisations et chambres professionnelles
- Associations publiques et privées



5.6 Critères de sélection spécifiques des projets et dépenses éligibles au titre de l'axe prioritaire 1

Les critères de sélection et les dépenses éligibles pour les 2 mesures de l'axe 1 sont les suivantes selon les catégories d'intervention soutenues:

Mesure 1.1 Améliorer les infrastructures de base en vue de la croissance économique et promouvoir de nouvelles activités économiques	
<ul style="list-style-type: none">- Le projet contribue à l'amélioration de la compétitivité des entreprises via l'appui aux services de conseil et à la promotion de services communs;- Le projet doit mener de façon indirecte à une consolidation de l'emploi, voire à la création d'emplois;- Dans le domaine des infrastructures de base et infrastructures d'accueil, le projet vient combler un « chaînon manquant »;- Le projet s'inscrit dans un concept régional/local de développement économique intégré;- Le projet contribue aux objectifs globaux de politiques horizontales (maintien et/ou création d'emplois, protection de l'environnement, égalité des chances, société de l'information).	
Critères de sélection	Dépenses éligibles
(05, 09) <ul style="list-style-type: none">- Projet directement lié à un projet d'infrastructure d'accueil: équipements d'accueil, d'hébergement et de restauration,- Projet promouvant l'esprit entrepreneurial- Projet contribuant au développement de compétences et/ou spécialisations régionales- Projet participant au soutien à la création d'entreprises développant des technologies de pointe et/ou de nouveaux modèles d'activité économique, nécessitant une impulsion de départ	(05, 09) <ul style="list-style-type: none">- Etudes de faisabilité du projet- Frais de promotion, d'études et d'expertise- Frais de personnel, pour les actions mises en œuvre et pendant la phase de démarrage du projet- Frais de construction, d'aménagement, de modernisation et d'équipement
(61) <ul style="list-style-type: none">- Projet intégré pour la réhabilitation urbaine / rurale- Projet visant à embellir des espaces urbains physiquement dégradés se trouvant autour de structures économiques importantes	(61) <ul style="list-style-type: none">- Etudes de faisabilité du projet- Frais de promotion, d'études et d'expertise- Frais de personnel, pour les actions mises en œuvre et pendant la phase de démarrage du projet- Frais de construction, d'aménagement, de modernisation et d'équipement



(11, 12, 14, 15) <ul style="list-style-type: none">- Création de portails à guichet unique et/ou plateformes d'information pour entreprises- Utilisation des TIC pour la simplification des formalités administratives et pour l'allègement de la charge administrative pour les entreprises- Mise en œuvre du plan national pour la sécurité des réseaux et systèmes d'information (CASES, CERT,...)- Développement des infrastructures performantes et pleinement intégrées dans les réseaux internationaux de communication électronique (LUXTRUST,...)- Réalisation de réseaux entre entreprises, administrations publiques et/ou centres de recherche publics- Projet vise à améliorer la présence luxembourgeoise du commerce électronique	(11, 12, 14, 15) <ul style="list-style-type: none">- Etudes de faisabilité- Matériel de présentation et de sensibilisation- Frais de personnel pour les actions mises en œuvre- Frais de promotion, de formation et de publicité- Frais d'équipement et informatique
--	---

Mesure 1.2 Renforcer les synergies entre protection environnementale et économie

- Le projet participe à la mise en œuvre du Plan National pour un Développement Durable et de tout autre plan national ou international (protocole de Kyoto) dans le domaine de l'environnement;
- Le projet se présente comme une action préventive et/ou curative en réponse à des situations pénalisantes;
- Le projet s'inscrit dans un concept régional/local de développement économique intégré et de renouvellement urbain;
- Le projet contribue au renforcement de l'équilibre économique et environnemental entre régions;
- Le projet contribue aux objectifs globaux de politique horizontale (maintien et/ou création d'emplois, protection de l'environnement, égalité des chances, société de l'information).

Critères de sélection	Dépenses éligibles
(o6) <ul style="list-style-type: none">- Projet adoptant et utilisant des technologies de prévention de la pollution dans les entreprises- Projet intégrant des technologies propres dans les entreprises- Projet introduisant des systèmes de gestion environnementale efficace dans les entreprises (50, 61) <ul style="list-style-type: none">- Projet mettant en œuvre des recommandations d'audits en matière d'infrastructures environnementales- Projet garantissant une protection maximale de l'environnement- Projet s'inscrivant dans le Plan national de Développement Durable- Projet visant la réhabilitation de sites industriels	(o6) <ul style="list-style-type: none">- Etudes de faisabilité et de réalisation- Bilans énergétiques- Travaux de construction, de transformation, d'adaptation, d'infrastructures et d'équipement. (50, 61) <ul style="list-style-type: none">- Etudes de faisabilité, de réalisation- Réalisation des infrastructures ou adaptation d'infrastructures nouvelles- Organisation d'appels d'offres pour mise en concurrence (phases études et travaux)- Mise en place de structures d'information et de promotion



<ul style="list-style-type: none">- Projet s'intégrant dans un projet d'urbanisation local/ régional et présentant un intérêt collectif reconnu- Projet mettant en œuvre des mesures de protection, amélioration ou régénération du milieu naturel- Mesure s'inscrivant à la suite des études du cadastre des sites contaminés, visant les étapes à la reconversion opérationnelle des sites- Exclusivité aux projets réalisés dans les zones de friches industrielles et autres sites contaminés assimilés ou dans des bâtiments désaffectés et à reconvertir- Etapes préparatoires à la réaffectation opérationnelle des sites- Respect de la règle pollueur-payeur <p>(39, 40, 41, 42, 43)</p> <ul style="list-style-type: none">- Projet privilégiant les sources d'énergie alternatives et renouvelables- Projet garantissant une efficacité énergétique maximale et une réduction substantielle de consommation d'énergie- Projet d'équipement en énergie innovateur et participant à la mise en œuvre du Plan national pour un Développement Durable- Projet s'inscrivant dans le cadre de la politique énergétique communautaire	<ul style="list-style-type: none">- Etapes allant de la préparation jusqu'à la promotion des projets de reconversion, en passant par l'assainissement et préparation des sites à leur réaffectation ;- Travaux d'assainissement et de réhabilitation- Activités de promotion et d'information- Travaux d'infrastructures et d'aménagement- Mise en place et fonctionnement de structures de gestion ad hoc <p>(39, 40, 41, 42, 43)</p> <ul style="list-style-type: none">- Etudes de faisabilité et de réalisation- Organisation d'appels d'offres pour mise en concurrence (phases études et travaux)- Mise en place de structures d'information et de promotion- Bilans énergétiques- Travaux de construction, de transformation, d'adaptation, d'infrastructures et d'équipement.
---	---

5.7 Les indicateurs de réalisation, de résultats et d'impact au titre de l'axe 1

Les objectifs spécifiques de l'axe prioritaire 1 sont quantifiés à l'aide d'un nombre limité d'indicateurs, compte tenu du principe de proportionnalité. Ces indicateurs permettent de mesurer les progrès par rapport à la situation de départ et la réalisation des objectifs. Les types d'indicateurs sont au nombre de 3:

- indicateurs de réalisation
- indicateurs de résultats
- indicateurs d'impact



La liste des indicateurs dans les tableaux ci-dessous a été établie conformément au document de travail CE no.2 portant sur les indicateurs de suivi et d'évaluation³, afin de refléter les priorités communautaires en conformité avec les Orientations Stratégiques Communautaires, le Plan National de Réforme, le CRSN et la structure de codification des interventions (règlement CE n°1083/2006).

Les valeurs initiales⁴ et finales⁵ des indicateurs ont été fixées par l'autorité de gestion et l'évaluateur ex ante, en collaboration avec le Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC) et l'Observatoire de la Compétitivité du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur. Les valeurs cibles de cet axe sont en ligne avec les objectifs fixés par l'Etat luxembourgeois dans le cadre du Plan national pour l'innovation et le plein emploi et de la stratégie de Lisbonne. Dans une optique prospective, l'Etat luxembourgeois est annuellement tenu d'émettre à la Commission européenne un rapport de situation⁶ afin de pouvoir mesurer et suivre les progrès qui ont été réalisés dans la mise en œuvre de leur PNR.

Pour chaque projet cofinancé par le FEDER, les données primaires, correspondant aux différents indicateurs, devront figurer dans la convention à établir entre le bénéficiaire final et l'autorité de gestion. Le bénéficiaire final est tenu à transmettre annuellement les 3 types d'indicateurs à l'autorité de gestion. Tous les indicateurs seront ensuite intégrés et présentés dans les rapports annuels de suivi, respectivement dans le rapport final.

En ce qui concerne les indicateurs d'impact, ceux-ci sont quantifiés à l'aide du nombre d'emplois directement créés par les mesures en faisant la distinction entre hommes et femmes. Les données sur l'emploi seront comptabilisées comme «emploi à plein temps» et comportent une situation «zéro» de référence à la date de mise en œuvre du Programme Opérationnel.

³ Document de travail No.2 portant sur les orientations indicatives sur les méthodes d'évaluation et indicateurs pour le suivi et l'évaluation – Commission européenne – Août 2006

⁴ Source: Le Luxembourg en chiffres – Statec Luxembourg – Septembre 2007

⁵ Source: Programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg 2005

⁶ Rapport de mise en œuvre 2007 du Plan national pour l'innovation et le plein emploi – Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg



Axe 1: Contribuer à rendre le site luxembourgeois plus attractif pour les investissements et l'emploi				
Mesure 1.1 Améliorer les infrastructures de base en vue de la croissance économique et promouvoir de nouvelles activités économiques				
Interventions	Situation actuelle 2007	Indicateurs de réalisation 2007-2013	Indicateurs de résultat 2007-2013	Indicateurs d'impact 2007-2013
05 Services d'appui avancé aux entreprises ou groupes d'entreprises (Bâtiment relais, Centre d'accueil, start-up,...)	- Surface de production/ service des projets (structure d'accueil, start-up,...) 10.000 m²	- Nombre de projets engagés: 2013: 6 projets 2010: 3 projets	- Nombre d'entreprises directement impliquées dans la réalisation des projets: 2013: 40 entreprises 2010: 20 entreprises	- Création de nouveaux emplois par la création de nouvelles entreprises: 2013: 200 emplois 2010: 100 emplois
09 Autres actions visant à stimuler la recherche, l'innovation et l'esprit d'entreprise	- Taux d'emploi féminin national: 50,6%	- Surface de production/ service des projets (structure d'accueil, start-up,...) 2013: 18.000 m² 2010: 14.000 m²	- Taux annuel de création d'entreprises: 2013: 14% 2010: 12%	- Taux d'emploi féminin national: 2013: 65% 2010: 60%
61 Réhabilitation urbaine/rurale	- Taux annuel de création d'entreprises : 10% entreprises	- Nombre de campagnes de sensibilisation et/ ou de formation réalisées (esprit d'entreprise): 2013: 4 projets 2010: 2 projets	- Présence des entreprises (>10 salariés) sur Internet: 2013: 85% 2010: 75%	- Création de nouveaux emplois dans le secteur des TIC: 2013: 500 emplois 2010: 250 emplois
11, 12 Technologies de l'information et communication	- Nombre de personnes travaillant dans les TIC: 1.750 personnes	- Nombre de projets TIC réalisés: 2010: 5 projets 2013: 10 projets	- Taux d'entreprises pratiquant du e-commerce: 2013: 25% 2010: 20%	
14 Services et applications pour les PME (commerce électronique, éducation et formation, mise en réseau, etc)	- Présence des entreprises (>10 salariés) sur Internet: 65%	- Nombre d'acteurs économiques touchés par des actions de promotion/sensibilisation (TIC): 2013: 200 acteurs 2010: 100 acteurs	- Taux d'entreprises ayant rencontré des problèmes de sécurité informatique: 2013: 15% 2010: 20%	
15 Autres actions visant à améliorer l'accès aux TIC et leur utilisation efficace par les PME	- Taux d'entreprises pratiquant du e-commerce: 16%			
	- Taux d'entreprises ayant rencontré des problèmes de sécurité informatique (spam, virus, cheval de Troie,...): 25%			



Mesure 1.2 Renforcer les synergies entre protection environnementale et économie				
Interventions	Situation actuelle 2007	Indicateurs de réalisation 2007-2013	Indicateurs de résultat 2007-2013	Indicateurs d'impact 2007-2013
06 Aide aux PME pour la promotion de produits et de schémas de production respectant l'environnement	- Réhabilitation de sites industriels et autres: 50 ha de 550 ha	- Nombre de projets de réhabilitation engagés: 2013: 10 projets 2010: 5 projets	- Nombre d'entreprises directement impliquées dans la réalisation des projets: 2013: 50 entreprises 2010: 20 entreprises	- Création de nouveaux emplois impliqués dans la réalisation des projets 2013: 150 emplois 2010: 75 emplois
50 Réhabilitation des sites industriels et des terrains contaminés	- Production nationale d'énergie renouvelable (électricité): 3,3%	- Réhabilitation de sites industriels et autres: 2013: 150 ha 2010: 100 ha	- Réduction annuelle de CO ₂ (secteur de l'électricité): 2013: ≤ -3% 2010: -3%	
61 Projets intégrés pour la réhabilitation urbaine/rurale		- Sensibilisations, Conseils, Séminaires, Etudes environnementales et énergétiques: 2013: 6 études 2010: 3 études	- Production nationale d'énergie renouvelable: 2013: ≥ 5% 2010: 5%	
39-43 Energies renouvelables				

5.8 Réserve nationale pour imprévu

Une réserve nationale pour imprévu (article 51 du Règlement (CE) n°1083/2006) n'a pas été prise en compte.



CHAPITRE 6

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE L'AXE PRIORITAIRE 2

Améliorer la connaissance et l'innovation, facteurs de croissance

6.1 Objectifs spécifiques de l'axe prioritaire 2

Les politiques en matière d'innovation et de recherche sont récentes au Luxembourg. C'est à partir du début des années 80 que les premiers instruments financiers d'aide à l'innovation et d'accompagnement des entreprises ont vu le jour. La recherche publique n'a été initiée qu'en 1997 avec la création des centres de recherche publics et renforcée en 1999 avec la création du Fonds National de la Recherche.

Selon un rapport de 2005 élaboré par l'Agence nationale pour la promotion de la recherche et de l'innovation (Luxinnovation GIE) à la demande du Gouvernement, la plupart des indicateurs d'input – dépenses d'innovation, nombre de chercheurs, emploi dans les secteurs à haute et moyenne-haute technologie, dépenses de R&D – placent le Grand-Duché en queue ou tout au plus au milieu du peloton des Etats membres de l'Union européenne, alors que les indicateurs d'output – productivité, dépôts de brevets – sont plus favorables, à l'exception de l'indicateur – fort pertinent – de la part des produits nouveaux dans le chiffre d'affaires. Malgré ces résultats encourageants, le système d'appui à la recherche et à l'innovation doit encore évoluer aux niveaux qualitatif et quantitatif.

A cet effet, le Gouvernement luxembourgeois ainsi que tous ses partenaires professionnels souhaitent poursuivre avec détermination la stratégie de promotion de la recherche et de l'innovation dans les entreprises locales ainsi que l'esprit d'entreprise et le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication au Grand-Duché de Luxembourg.



Le Gouvernement luxembourgeois y met un accent particulier sur:

- La promotion du développement de l'intérêt pour les technologies nouvelles dans la population en général et auprès des jeunes en particulier;
- La promotion du Luxembourg comme terre d'accueil pour les investissements et activités à contenu technologique élevé, notamment dans les technologies de l'information, des communications et du multimédia ou d'autres technologies de pointe;
- La stimulation de pôles de compétence technologique;
- La création d'infrastructures d'accueil pour jeunes entrepreneurs et autres promoteurs d'activités innovantes.

L'axe 2 a pour objectif central de promouvoir la société de l'information, la R&D, l'innovation et le potentiel endogène des régions éligibles à l'Objectif «Compétitivité Régionale et Emploi» avec pour objectifs spécifiques de:

- renforcer le positionnement technologique des entreprises;
- contribuer à la diversification économique et à la consolidation sectorielle des régions;
- participer aux projets «Cité des Sciences» et «Université du Luxembourg»;
- favoriser la création d'entreprises et d'emplois qualifiés.

Cet axe répond aux besoins résumés dans l'analyse AFOM:

- pour la région sud : renforcer le positionnement régional engagé dans ce domaine par la création de la Cité des Sciences et de la Recherche, afin de continuer l'effort d'ouverture du tissu économique à la culture de l'innovation et de la R&D.
- pour les autres régions : remédier aux faiblesses constatées en termes d'environnement favorable à l'innovation et aux transferts de technologies, en favorisant l'émergence de pôles secondaires et en agissant notamment sur les structures relais et les mises en réseau.



Par ailleurs, cet axe contribue très directement à la mise en œuvre des principaux axes communautaires et cadres de référence nationaux que sont en premier lieu le développement de la recherche et de l'innovation (notamment en contribuant directement aux initiatives et programmes mis en œuvre au niveau national), et le développement de la société de l'information, mais également le maintien et/ou la création d'emplois, la protection de l'environnement et l'égalité des chances.

Pour ce faire, deux mesures sont proposées pour agir tant au niveau des capacités régionales de R&D et d'innovation qu'au niveau du développement et de la promotion de nouveaux pôles et créneaux de compétences technologiques:

- Mesure 2.1: Renforcer les investissements en RDT
- Mesure 2.2: Faciliter la R&D et l'innovation sous toutes ses formes

6.2 Description détaillée des mesures de l'axe prioritaire 2

Mesure 2.1: Renforcer les investissements en RDT

Cette mesure vise tous les projets s'inscrivant, d'une part, dans le renforcement des capacités et dans l'amélioration des infrastructures en matière de RDT et d'autre part, dans le renforcement de la coopération entre la recherche publique et la recherche privée, de manière à mettre en œuvre les complémentarités et de réaliser des effets de synergie. Elle veille à obtenir la meilleure adéquation possible entre, d'une part, les besoins nationaux en matière de capacités scientifiques/technologiques à moyen et long terme et, d'autre part, les axes futurs du développement économique.

Elle correspond à l'esprit du «Plan national pour l'innovation et le plein emploi» et est composée des deux sous-mesures suivantes:



2.1.1 Renforcer la coopération entre la recherche publique et la recherche privée

Cette sous-mesure est destinée à soutenir des projets visant à:

- contribuer à la définition d'une approche coordonnée en matière de recherche publique et privée au Luxembourg et à une meilleure adéquation entre, d'une part, les besoins nationaux en matière de compétences scientifiques/technologiques et, d'autre part, les orientations futures du développement économique;
- mettre en valeur les complémentarités et réaliser des synergies entre capacités publiques et privées de R&D;
- soutenir l'Agence nationale pour la promotion de la recherche et de l'innovation, dans les domaines suivants: création de partenariats publics-privés impliquant l'Université du Luxembourg et/ou les CRP; promotion des programmes européens ESA, FP7 et CIP; valorisation de la recherche et stimulation de l'innovation;
- inciter les entreprises à créer des démarches innovantes, notamment par le recours à l'expertise externe et/ou à l'engagement de personnel spécialisé.

2.1.2 Encourager l'extension des capacités et le développement des infrastructures de recherche

Cette sous-mesure est destinée à soutenir des projets visant à:

- investir dans la construction, l'installation et les équipements (instruments et logiciels) des Centres de Recherche Publics (CRP) et de l'Université du Luxembourg;
- encourager l'extension et la modernisation des capacités et le développement des infrastructures des Centres de Recherche Publics (CRP) dans un nombre limité de domaines de pointe, et notamment dans les domaines suivants:
 - matériaux et matières plastiques
 - procédés de production
 - technologies de traitement et de revêtement de surfaces



- applications automobiles
- technologies de l'information et des communications
- technologies de l'environnement
- logistique
- biotechnologie
- écotechnologie
- droit, économie et finance.

Mesure 2.2: Faciliter la R&D et l'innovation sous toutes ses formes

Cette mesure est destinée à faciliter la création et le développement d'activités innovantes et de recherche au niveau des entreprises ; entre entreprises et entreprises et/ou entre entreprises et Centres de Recherche Publics ou l'Université du Luxembourg. L'objectif est de contribuer à la compétitivité, de développer ou de confirmer des spécialisations régionales à forte valeur ajoutée et de renforcer leur positionnement technologique et économique tout en respectant le principe du développement durable et de protection environnementale.

Elle vise notamment à favoriser la R&D et l'innovation et à développer des pôles d'excellence et grappes technologiques dans les domaines prioritaires du développement économique: écotechnologies⁷, biotechnologies, technologies de l'automobile, nanotechnologies, procédés de production, technologies de l'environnement, technologies de traitement et de revêtement de surfaces, matériaux et matières plastiques, logistique, droit, économie et finance.

Sont également visés, les campagnes d'information, de sensibilisation et de formation, mais également des séminaires de créativité et exploration de voies nouvelles, extension des grappes technologiques existantes et création et encadrement de nouvelles grappes technologiques dans les domaines prioritaires du développement économique.

⁷ Concernent essentiellement les énergies renouvelables afin d'utiliser toutes leurs potentialités aussi bien dans la production que dans l'utilisation.



6.3 Catégorisation des interventions de l'axe prioritaire 2

Les domaines d'intervention soutenus dans l'axe 2 relèvent des codifications suivantes:

Mesure 2.1 Renforcer les investissements en RDT			
Thème prioritaire	Forme de financement	Dimension territoire	Activité économique
RDT, innovation et esprit d'entreprise 02 Infrastructures de RDT (y compris équipement, instrumentation et réseaux informatiques de grande vitesse entre les centres de recherche) et centres de compétence de technologie spécifique 03 Transfert de technologies et amélioration des réseaux de coopération entre les PME, ces dernières et d'autres entreprises, les universités, les centres de recherche et les pôles scientifiques et technologiques (parcs scientifiques et technologiques, technopôles, etc. 05 Services d'appui avancé aux entreprises et groupes d'entreprises 07 Investissements dans des entreprises directement liées à la recherche et à l'innovation	01 Aide non remboursable	01 Agglomération urbaine 05 Zone rurale	22 Autres services non spécifiés



Mesure 2.2 Faciliter la R&D et l'innovation sous toutes ses formes			
Thème prioritaire	Forme de financement	Dimension territoire	Activité économique
RDT, innovation et esprit d'entreprise 01 Activités de RDT dans les centres de recherche 04 Aide à la RDT (y compris l'accès aux services de RDT dans les Centres de recherche) 05 Services d'appui avancé aux entreprises et groupes d'entreprises 07 Investissements dans des entreprises directement liées à la recherche et à l'innovation 09 Autres actions visant à stimuler la recherche, l'innovation et l'esprit d'entreprise dans les PME	01 Aide non remboursable	01 Agglomération urbaine 05 Zone rurale	22 Autres services non spécifiés



6.4 Plan de financement de l'axe prioritaire 2

Axe	COUT TOTAL (1=2+3+4)	Financement communau- taire FEDER	Financement national public	Financement national privé
	1	2	3	4
Axe prioritaire 2 (48% de l'enveloppe FEDER globale)	34.619.883	12.116.959	20.079.532	2.423.392
%	100%	35%	58%	7%

Le poids financier total de l'axe 2 par rapport à l'ensemble du programme est de 48%.
Le taux d'intervention du FEDER est calculé par rapport au coût total et s'élève à 35%.

L'intervention du secteur privé est chiffrée à titre indicatif.
Une réserve nationale pour imprévus n'a pas été prévue.

6.5 Bénéficiaires de l'axe prioritaire 2

Les catégories de bénéficiaires finals potentiels de l'axe prioritaire 2 sont les suivantes:

- Autorités publiques: Etat, communes, syndicats de communes, établissements publics, centres de recherche publics
- Sociétés de développement publiques, privées, mixtes
- Entreprises et/ou groupements d'entreprises
- Syndicats d'initiative
- Organisations et chambres professionnelles
- Associations publiques et privées
- Grappes technologiques



6.6 Critères de sélection spécifiques des projets et dépenses éligibles au titre de l'axe prioritaire 2

Les critères de sélection et les dépenses éligibles pour les 3 mesures de l'axe 2 sont les suivants, selon les catégories d'intervention soutenues:

- Le projet contribue à la mise en œuvre des initiatives et programmes soutenus au niveau national, notamment par le Fonds National de la Recherche;
- Le projet contribue à la mise en œuvre du Plan National pour l'Innovation et le plein Emploi;
- Le projet s'inscrit dans un concept régional/local de développement économique intégré: il présente une synergie et/ou complémentarité avec d'autres actions et peut être considéré comme action centrale et/ou action complémentaire dans un tel concept de développement;
- Le projet apporte une réponse à des lacunes pénalisantes pour la région: il conforte les pôles de compétences régionaux et / ou il participe à la diversification et l'amélioration des activités régionales en contribuant au développement de nouvelles compétences;
- Le projet présente un caractère innovant;
- Le projet contribue aux objectifs globaux de politique horizontale (maintien et/ou création d'emplois, protection de l'environnement, égalité des chances, société de l'information).

Mesure 2.1 Renforcer les investissements en RDT

- Le projet favorise la création et le développement d'infrastructures permettant de développer et/ou de renforcer les capacités de R&D et soutien le maintien, voire la création d'emplois;
- Le projet participe aux projets «Université du Luxembourg» et «Cité des Sciences».

Critères de sélection	Dépenses éligibles
(02, 03, 05, 07) <ul style="list-style-type: none">- Création et développement des capacités physiques de R&D s'inscrivant, de préférence, dans le cadre des projets «Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation» et «Université du Luxembourg»- Projet visant à améliorer l'équipement en RDT dans les centres de recherche- Projet associant un partenariat étendu (acteurs publics /privés)- Projet visant à renforcer la coopération entre la recherche publique et la recherche privée	(02, 03, 05, 07) <ul style="list-style-type: none">- Etudes de faisabilité et de planification- Réalisation: construction, aménagement ou transformation de locaux spécifiques (p. ex. laboratoires) et équipement.- Mise en place et développement de structures de gestion, de coopération et d'animation- Frais de personnel



Mesure 2.2 Faciliter la R&D l'innovation sous toutes ses formes	
<ul style="list-style-type: none">- Le projet favorise l'innovation dans les entreprises par le renforcement de leur positionnement technologique et économique ;- Le projet contribue à l'objectif national d'augmenter la part de la recherche dans le PIB et à la création d'emplois qualifiés.	
Critères de sélection	Dépenses éligibles
<p>(01, 04, 05, 07, 09)</p> <ul style="list-style-type: none">- Actions innovantes prioritairement ciblées par les programmes de recherche nationaux;- Réalisation de réseaux entre entreprises et/ou instituts de recherche;- Projets de recherche s'inscrivant dans les domaines des technologies de l'information, des communications et de l'environnement;- Projets de recherche s'inscrivant dans les nanotechnologies, les biotechnologies et les écotechnologies;- Projet favorisant l'innovation dans les entreprises par le renforcement de leur positionnement technologique et économique.- Soutien aux grappes technologiques existantes ou nouvelles- Campagnes de sensibilisation et de formation.	<p>(01, 04, 05, 07, 09)</p> <ul style="list-style-type: none">- Etudes- Prestations de services- Frais d'équipement, d'intégration et d'assistance- Frais de personnel pour les actions mises en œuvre- Frais de diffusion des études et des résultats de recherche- Matériel de présentation et de sensibilisation- Frais de promotion, de formation et de publicité- Frais de diffusion des études et des résultats de la recherche

6.7 Les indicateurs de réalisation, de résultats et d'impact au titre de l'axe 2

Les objectifs spécifiques de l'axe prioritaire 2 sont quantifiés à l'aide d'un nombre limité d'indicateurs, compte tenu du principe de proportionnalité. Ces indicateurs permettent de mesurer les progrès par rapport à la situation de départ et la réalisation des objectifs. Les types d'indicateurs sont au nombre de 3:

- indicateurs de réalisation
- indicateurs de résultats
- indicateurs d'impact



La liste des indicateurs dans les tableaux ci-dessous a été établie conformément au document de travail CE no.2 portant sur les indicateurs de suivi et d'évaluation⁸, afin de refléter les priorités communautaires en conformité avec les Orientations Stratégiques Communautaires, le Plan National de Réforme, le CRSN et la structure de codification des interventions (règlement CE n°1083/2006).

Les valeurs initiales⁹ et finales¹⁰ des indicateurs ont été fixées par l'autorité de gestion et l'évaluateur ex ante, en collaboration avec le Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC) et l'Observatoire de la Compétitivité du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur. Les valeurs cibles de cet axe sont en ligne avec les objectifs fixés par l'Etat luxembourgeois dans le cadre du Plan national pour l'innovation et le plein emploi et de la stratégie de Lisbonne. Dans une optique prospective, l'Etat luxembourgeois est annuellement tenu d'émettre à la Commission européenne un rapport de situation¹¹ afin de pouvoir mesurer et suivre les progrès qui ont été réalisés dans la mise en œuvre de leur PNR.

Pour chaque projet cofinancé par le FEDER, les données primaires, correspondant aux différents indicateurs, devront figurer dans la convention à établir entre le bénéficiaire final et l'autorité de gestion. Le bénéficiaire final est tenu à transmettre annuellement les 3 types d'indicateurs à l'autorité de gestion. Tous les indicateurs seront ensuite intégrés et présentés dans les rapports annuels de suivi, respectivement dans le rapport final.

En ce qui concerne les indicateurs d'impact, ceux-ci sont quantifiés à l'aide du nombre d'emplois directement créés par les mesures en faisant la distinction entre hommes et femmes. Les données sur l'emploi seront comptabilisées comme «emploi à plein temps» et comportent une situation «zéro» de référence à la date de mise en œuvre du Programme Opérationnel.

⁸ Document de travail No.2 portant sur les orientations indicatives sur les méthodes d'évaluation et indicateurs pour le suivi et l'évaluation – Commission européenne – Août 2006

⁹ Source: Le Luxembourg en chiffres – Statec Luxembourg – Septembre 2007

¹⁰ Source: Programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg 2005

¹¹ Rapport de mise en œuvre 2007 du Plan national pour l'innovation et le plein emploi – Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg



Axe 2: Améliorer la connaissance et l'innovation, facteurs de croissance				
Mesure 2.1 Renforcer les investissements en RDT				
Interventions	Situation actuelle 2007	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
02 Infrastructures de RDT et centres de compétence de technologie spécifique	- Surfaces d'infrastructures engagées à des fins de recherche: 25.000 m2	- Nouvelles surfaces d'infrastructures engagées à des fins de recherche: 2013: 8 000 m2 2010: 4 000 m2	- Nombre de nouveaux laboratoires et/ou centres de compétence mis sur pieds: 2013: 6 entités 2010: 3 entités	- Création de nouveaux emplois dans le secteur de la RDT: 2013: 200 emplois 2010: 100 emplois
03 Transfert de technologies et amélioration des réseaux de coopération entre les PME, ces dernières et d'autres entreprises, l'université, les centres de recherche et les pôles scientifiques et technologiques	- Taux d'emploi féminin national: 50,6% - Nombre de grappes technologiques et/ou de projets de coopération réalisés: 3 grappes technologiques	- Nombre de projets de coopération réalisés: 2013: 4 projets 2010: 2 projets - Nombre de grappes technologiques et/ou de projets de coopération réalisés: 2013: 4 grappes technologiques 2010: 2 grappes technologiques	- Nombre d'entreprises bénéficiaires (directement impliquées dans la réalisation des projets de coopération): 2013: 20 entreprises 2010: 10 entreprises	- Taux d'emploi féminin national: 2013: 65% 2010: 60%
05 Services d'appui avancé aux entreprises et groupes d'entreprises				
07 Investissements dans les entreprises directement liés à l'innovation				



Mesure 2.2 Faciliter la R&D et l'innovation sous toutes ses formes				
Interventions	Situation actuelle 2007	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
01 Activités de RDT dans les centres de recherche	- Dépense intérieure brute de R&D (DIRD): 1,8% du PIB	- Nombre de projets de recherche engagés : 2013: 20 projets 2010: 10 projets	- Nombre d'entreprises bénéficiaires (directement impliquées dans la réalisation des projets RDT): 2013: 60 entreprises 2010: 30 entreprises	- Nombre de personnes travaillant dans la R&D: 2013: 5.000 personnes 2010: 4.500 personnes
04 Aide à la RDT, notamment dans les PME	- Nombre de personnes travaillant dans la R&D: 4.000 personnes			- Taux d'emploi féminin national: 2013: 65% 2010: 60%
05 Services d'appui avancé aux entreprises et groupes d'entreprises	- Taux d'emploi féminin national: 50,6%		- Dépense intérieure brute de R&D (DIRD): 2013: 3,2% du PIB 2010: 3% du PIB	
07 Investissements dans des entreprises directement liées à la recherche et à l'innovation				
09 Autres actions visant à stimuler la recherche, l'innovation et l'esprit d'entreprise dans les PME				

6.8 Réserve nationale pour imprévu

Une réserve nationale pour imprévu (article 51 du Règlement (CE) n°1083/2006) n'a pas été prise en compte.



CHAPITRE 7

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AU PROGRAMME

7.1 Objectifs spécifiques de l'assistance technique

L'assistance technique a pour objectif central d'assurer le bon déroulement de la mise en œuvre du programme, en donnant à l'autorité de gestion les moyens à la fois de garantir un processus de gestion performant pendant toute la durée d'exécution et de répondre aux différentes demandes d'échanges et de transmissions de données souhaitées par la Commission européenne.

La mise en œuvre des précédents programmes a démontré l'importance d'affecter aux programmes en volume suffisant, des moyens budgétaires, mais également techniques et informatiques, ainsi que des moyens en personnel pour la collecte des données d'avancement des projets, la diffusion de l'information, ainsi que l'assistance et l'accompagnement des porteurs de projets. Ces moyens devront notamment permettre de consolider les actions de gestion, de coordination et d'information à mettre en œuvre pour ce programme.



7.2 Description détaillée des mesures de l'assistance technique

7.2.1 Préparation, gestion et mise en œuvre du programme

Ce premier point couvre directement les actions de suivi et de contrôle relatives à la mise en œuvre du programme, conformément à l'article 46 du règlement n°1083/2006, concernant l'éligibilité des dépenses:

- Préparation, sélection et suivi des actions, avec notamment l'organisation des appels à candidature (au moins une fois par an), enregistrement, traitement et sélection des projets selon leur conformité aux règles d'éligibilité,
- Organisation des réunions du comité de suivi et coûts annexes,
- Opérations de suivi et de reporting annuel sur le déroulement du programme,
- Gestion financière du programme, engagements et paiements des dépenses.

La mesure prend également en charge les différents frais de fonctionnement, de personnel, de fourniture et matériel, de déplacement, etc, se rapportant à ces différentes actions.

7.2.2 Actions d'information et de formation, actions d'évaluation du programme

En référence à l'article 69 du Règlement (CE) n°1083/2006, cette mesure couvre plus précisément les frais engagés au titre de l'assistance technique pour des actions de formation, d'information et de communication impliquant un large recours aux nouvelles technologies de l'information.

La mesure comprendra aussi les frais relatifs aux évaluations périodiques devant également accompagner la mise en œuvre du programme.

De même que la précédente mesure, celle-ci inclut également les différents frais de fonctionnement, de personnel, de fourniture et matériel, de déplacement, etc, se rapportant à ces différentes actions.



7.3 Catégorisation des interventions de l'assistance technique

Les domaines d'intervention soutenus dans l'axe 1 relèvent des codifications suivantes:

1. Préparation, gestion et mise en œuvre du programme			
Thème prioritaire	Forme de financement	Dimension territoire	Activité économique
85 Préparation, mise en œuvre, suivi et contrôle	01 Aide non remboursable	01 Agglomération urbaine 05 Zone rurale	17 Administration publique

2. Actions d'information et de formation, actions d'évaluation du programme			
Thème prioritaire	Forme de financement	Dimension territoire	Activité économique
86 Evaluation et études, information et communication	01 Aide non remboursable	01 Agglomération urbaine 05 Zone rurale	17 Administration publique

7.4 Plan de financement de l'assistance technique

Assistance technique	COÛT TOTAL (1=2+3+4)	Financement communau- taire FEDER	Financement national public	Financement national privé
	1	2	3	4
AT (4% de l'enveloppe FEDER globale)	2.019.494	1.009.747	1.009.747	0
%	100%	50%	50%	0%

Le poids financier total de l'axe 3 par rapport à l'ensemble du programme est de 4%. Le taux d'intervention du FEDER est calculé par rapport au coût total éligible et s'élève à 50%.

Une réserve nationale pour imprévu n'a pas été prise en compte.



7.5 Bénéficiaires de l'assistance technique

- Autorités de gestion, de certification et d'audit
- Bureau d'assistance technique
- Prestataires de services externes (bureaux d'études et d'audits, consultants indépendants, observatoires statistiques, etc...)

7.6 Critères de sélection spécifiques des projets et dépenses éligibles au titre de l'assistance technique

1. Préparation, gestion et mise en œuvre du programme	
Critères de sélection	Dépenses éligibles
(85) Préparation, mise en œuvre, suivi et contrôle	(85) <ul style="list-style-type: none">- Organisation de réunions et de séminaires; recours aux nouvelles technologies de l'information et de communication au niveau de l'appel à projets, de suivi, de reporting et de contrôle financier- Actions d'information destinées d'une part aux publics cibles des 2 axes et d'autre part au grand public- Etudes complémentaires- Frais de gestion et de contrôle

2. Actions d'information et de formation, actions d'évaluation du programme	
Critères de sélection	Dépenses éligibles
(86) Evaluation et études ; information et communication	(86) <ul style="list-style-type: none">- Prestations de services en matière publicitaire- Frais de publicité et d'information- Frais d'évaluations et d'études



7.7 Les indicateurs de réalisation, de résultats et d'impact au titre de l'assistance technique

Le détail des indicateurs figurant dans le tableau ci-dessous présente par mesure et par codification d'intervention les différents niveaux d'indicateurs demandés:

- indicateurs de réalisation
- indicateurs de résultats
- indicateurs d'impacts

Assistance technique du programme				
1. Préparation, gestion et mise en œuvre du programme				
Interventions	Indicateurs de performances	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
85 Préparation, mise en œuvre, suivi et contrôle	Idem Indicateurs de réalisation	- 1 appel à projets par an - 2 demandes de paiement auprès de la Commission par an	- Nombre de projets totaux traités: 2013: 100 projets 2010: 60 projets	- Nombre de projets ayant finalement bénéficié d'une aide FEDER: 2013: 50 projets 2010: 30 projets

2. Actions d'information et de formation, actions d'évaluation du programme				
Interventions	Indicateurs de performances	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultat	Indicateurs d'impact
86 Evaluation et études; information et communication	Idem Indicateurs de réalisation	- Création d'un site Internet www.feder.lu - Organisation d'une action d'information grand public par an - 1 action de formation par an	- Nombre de campagnes de formation, d'études et d'information effectuée : 2013: 6 actions 2010: 3 actions	- Nombre de bénéficiaires potentiels atteints par les diverses actions: 2013: 400 bénéficiaires 2010: 200 bénéficiaires



CHAPITRE 8

EVALUATION EX ANTE

8.1 Objectif et analyse de l'évaluateur

Le Programme Opérationnel a fait l'objet d'un rapport d'évaluation ex ante suivant article 48 du règlement (CE) 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le FEDER.

Le rapport a été fourni par un bureau d'études indépendant dans le cadre d'un contrat de prestation de services engagé le 11 avril 2006 sur la base d'un marché public négocié.

L'évaluation ex ante a porté sur la version du 18 mai 2006 du PO. Conformément aux exigences, elle a porté aussi bien sur la forme des différents éléments du projet de PO, que sur le fond avec, en particulier, l'examen de la cohérence interne du programme et de la pertinence de la stratégie proposée.

La présente version du Programme Opérationnel « Objectif : Compétitivité régionale et Emploi » intègre les remarques de l'évaluateur qui ont été jugées intéressantes pour l'optimisation des allocations des ressources budgétaires et l'amélioration de la qualité de la programmation.

L'évaluateur a identifié et apprécié les besoins à moyen et à long terme, les objectifs à atteindre, les résultats escomptés, les objectifs quantifiés, la cohérence, la stratégie proposée pour les régions, la valeur ajoutée communautaire, le degré de prise en compte des priorités communautaires, les leçons tirées de la programmation précédente et la qualité des dispositifs de mise en œuvre, de suivi, d'évaluation et de gestion financière.



8.2 Actions prises par l'évaluateur

L'évaluateur s'est appuyé pour réaliser cette évaluation sur les documents méthodologiques développés par la Commission, et en particulier:

- Le projet de document de travail «Nouvelle période de programmation 2007-2013: documents de travail méthodologiques – Projet de document de travail sur l'évaluation ex ante» d'octobre 2005;
- La méthodologie MEANS;
- Le document de travail d'octobre 2005 sur «Indicateurs pour le suivi et l'évaluation un guide pratique»;
- Earmarking – Information note N°67 et Information note n°59;
- Proposition de Mise à Jour du Règlement Communautaire 7175-06;
- Proposition de Mise à Jour du Règlement Communautaire 7176-06;
- Communication de la Commission «Une politique de cohésion pour soutenir la croissance et l'emploi – Orientations Stratégiques Communautaires 2007-2013» COM(2005) 299 du 5 juillet 2005;
- Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen «Actions communes pour la croissance et l'emploi : le programme communautaire de Lisbonne» COM(2005)330 final;
- Territorial Dimension within the ex ante evaluation of NSRF and OPs;
- Handbook on SEA for Cohesion Policy 2007-2013 – Février 2006;
- Déclaration du Conseil européen de Göteborg des 15 et 16 juin 2001.



L'évaluateur s'est également appuyé sur l'ensemble de la documentation fournie par la Direction de la Politique Régionale:

- Plan National pour l'Innovation et l'Emploi;
- Cadre de Référence Stratégique National – version du 11.05.06;
- Evaluation ex ante de l'avant-projet de DOCUP de l'Objectif 2 2000-2006 – version du 16 juin 2000;
- Evaluation à mi-parcours Objectif 2 Grand-Duché de Luxembourg – rapport Final décembre 2003;
- Mise à jour de l'évaluation à mi-parcours du 31.12.2003;
- Comptes-rendus de réunions préparatoires avec les Chambres professionnelles, la Commission Européenne, les autres Ministères;
- Stratégie Nationale du Grand Duché de Luxembourg pour la programmation du Développement Durable 2007-2013;
- Rapport d'évaluation stratégique environnementale du 07/06/2006, du 05/07/2006 et du 13/07/2006;
- Programme Opérationnel «Compétitivité régionale et emploi – volet FEDER» versions du 11/05/2006, du 30/06/2006 et du 14/07/2006.

Afin de mener à bien son approche, l'évaluateur a réalisé une revue documentaire agrémentée de réunions avec ses experts en interne (spécialistes de l'évaluation de politiques publiques, spécialistes de l'économie luxembourgeoise...) et été en contact permanent avec la Direction de la Politique Régionale du Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur du Grand-Duché de Luxembourg.

Le présent rapport final, remis au Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur – Direction de la Politique régionale le 18 septembre 2006, correspond à l'ensemble des diligences menées par PricewaterhouseCoopers, notamment:

- L'évaluation de la prise en compte des leçons tirées du passé: cette phase permet d'identifier des points critiques pouvant influencer la pertinence et la cohérence de la stratégie du PO et donc l'efficacité du programme.



- L'évaluation de l'analyse socio-économique: cette étape permet de s'assurer que les changements du contexte dans lequel s'inscrit le PO ont bien été pris en compte.
- L'évaluation de la cohérence et de la pertinence de la stratégie : cette étape permet de s'assurer que les axes, mesures et sous-mesures définies dans le PO sont logiques entre elles, garantissent l'atteinte d'objectifs et d'impacts précis, et sont cohérentes avec les politiques nationales et communautaires.
- L'évaluation des objectifs quantifiés, des indicateurs, et des impacts attendus: cette phase permet de s'assurer que les moyens alloués aux différentes mesures sont réalistes en vue d'atteindre les objectifs fixés, et que les indicateurs retenus permettent bien le suivi et l'évaluation ultérieure du PO.
- L'évaluation du dispositif de mise en œuvre : ce point permet de s'assurer que le système de mise en œuvre prévu garantit le bon fonctionnement opérationnel du programme et la bonne utilisation des fonds.

L'évaluateur a accompagné chacune de ses analyses, montrant les faiblesses du PO, par des recommandations.

Le processus d'évaluation a été itératif et interactif. Son travail a été ponctué par des contacts fréquents avec la Direction de la Politique Régionale du Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur. Ses premières conclusions ont été régulièrement communiquées, débattues, et prises en compte par celle-ci.

8.3 Recommandations de l'évaluateur

L'évaluateur ex ante formule ses recommandations portant sur l'amélioration de la qualité du PO. Il a cherché à maximiser la valeur ajoutée communautaire en se basant sur les documents de travail méthodologiques «Projet de document de travail sur l'évaluation ex ante de la nouvelle période de programmation 2007-2013» de la Commission européenne d'octobre 2005.



Les recommandations de l'évaluateur sont énumérées ci-dessous:

- **Elaborer un diagramme logique d'impacts**

La première des recommandations qu'il a préconisée, a été l'élaboration d'un diagramme logique d'impacts, afin de clarifier l'articulation des mesures en fonction des objectifs et impact attendus. Cette recommandation a bien été prise en compte par la Direction de la Politique Régionale à l'issue de la réunion du 19 mai 2006.

- **Mieux hiérarchiser les priorités et concentrer les ressources**

L'élaboration de ce diagramme logique a permis de mieux hiérarchiser les priorités, notamment parmi les sous-mesures. Chaque mesure est en effet accompagnée de sous-mesures, qu'il serait peut-être bon de hiérarchiser (voire d'en supprimer certaines). Les choix devaient en tous les cas être justifiés et la hiérarchisation des priorités explicitée. Cette action devait permettre une meilleure concentration des ressources.

- **Construire un système d'indicateurs plus en adéquation avec les mesures et permettant une évaluation et un suivi ultérieurs du programme plus précis**

L'évaluateur a suggéré tout d'abord d'élaborer des indicateurs de référence pour chaque mesure. Seuls ceux-ci peuvent permettre de bien évaluer les progrès réalisés dans un domaine en permettant de comparer les résultats atteints d'ici 2010 (pour l'évaluation à mi-parcours) ou 2013 (pour l'évaluation finale) avec la situation en début de programmation.

Par ailleurs, il avait été recommandé d'ajouter des indicateurs qualitatifs à la plupart des mesures notamment pour les indicateurs d'impacts.

Les indicateurs, qu'ils soient de résultat ou d'impact, devraient être diversifiés pour être plus en adéquation avec les objectifs de chaque mesure.

L'ajout de ces différents types d'indicateurs permettra un meilleur suivi du programme et une meilleure évaluation ultérieurement.

Par ailleurs, il pourrait être judicieux que les indicateurs du PO soient inclus dans la batterie d'indicateurs utilisée par le STATEC afin qu'ils soient intégrés aux statistiques futures de cet organisme concernant les fonds européens.



- **Mieux expliquer la diversification de l'économie**

Il a été suggéré de mieux expliquer dans la mesure 1.1 quels sont les secteurs que l'on veut favoriser pour «diversifier» l'économie, ce qui permettrait également de mieux comprendre comment seront sélectionnés les projets candidatant pour cette mesure.

- **Conclusion**

L'évaluation a été réalisée dans un esprit itératif et interactif. Plusieurs réunions entre la Direction de la Politique régionale et les évaluateurs ont eu lieu au cours de la mission d'évaluation, en plus de fréquents contacts informels. La réceptivité des membres de la Direction de la Politique Régionale aux recommandations a permis d'intégrer régulièrement de nouveaux éléments au PO. Ces éléments concernaient notamment le système d'indicateurs, la cohérence interne du PO (p.ex.: l'élaboration d'un diagramme logique d'impacts) et l'évaluation environnementale.



8.4 «Evaluation Stratégique Environnementale» du Programme Opérationnel

Il sera veillé à ce que les projets proposés dans le P.O. soient conformes à la législation communautaire en matière d'environnement. Le critère environnemental sera pris en compte tant par les sélecteurs pour l'appréciation des projets déposés, que par les évaluateurs intermédiaires du programme.

L'environnement constitue d'ailleurs une priorité de la politique régionale européenne. La qualité de l'environnement est un élément clé du développement économique et social selon une approche globale qui conjugue des actions dans divers domaines.

En référence à la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, autorité de programmation et de gestion FEDER, en charge de l'élaboration du programme opérationnel (P.O.) «Compétitivité régionale et Emploi» pour la période 2007-2013, a effectué un rapport sur les incidences environnementales parallèlement à l'élaboration du programme.

Notons que l'enveloppe totale FEDER 2007-2013 est substantiellement inférieure par rapport à l'ancienne période de programmation 2000-2006. De ce fait, le P.O. ne prévoit pas de «grands projets» susceptibles d'avoir des impacts négatifs substantiels sur l'environnement. En outre, le programme ne fournira pas le cadre à des projets affectant la détérioration des habitats naturels et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire présents au Luxembourg dans les zones désignées NATURA 2000. Notons que 50% du budget total de l'axe prioritaire 1 seront, directement ou indirectement, investis dans la mise en œuvre de la stratégie communautaire pour le développement durable.

En guise de conclusion, l'autorité de gestion FEDER estime qu'aucune mesure et sous-mesure, telles qu'élaborées au projet de P.O., causeraient un préjudice significatif aux cadres de vie, milieux, sites ou patrimoines naturels et culturels. Au contraire, la plupart des mesures permettront des niveaux d'incidences neutres à positives et feront appel aux techniques environnementales les plus avancées et selon le respect des directives et règlements nationaux et européens. De ce fait, aucune disposition correctrice et/ou alternative éventuelle à ce sujet n'ont été prévues.



Durant la période de programmation 2007-2013, le suivi des incidences sur l'environnement sera assuré, d'une part, par les dispositifs de sélection, de suivi et de contrôle décrits au projet de P.O. «Compétitivité régionale et Emploi», tels que les dossiers de candidature, les rapports annuels et finals obligatoires des porteurs de projet, les contrôles sur place portant sur l'avancement matériel des projets et l'évaluation à mi-parcours du programme, et d'autre part, par la collaboration interactive du Comité de suivi avec l'autorité de gestion. Rappelons que le Ministère de l'Environnement est représenté au Comité de suivi du PO et au Comité de sélection des projets individuels. En renonçant à l'établissement de mesures de suivi ad hoc et en préférant recourir aux modalités de suivi existantes, des double emplois procéduraux seront évités.

Etant donné que maints projets, envisageables dans les mesures 1.1.1, 1.2.1 et 2.1, seront réalisés dans le contexte des anciennes friches industrielles, les incidences sur l'environnement auront plutôt un caractère neutre à positif.

En effet, la vocation de ces trois mesures est, d'une part, de favoriser le développement des structures économiques, de RDT, la réhabilitation urbaine et la reconversion des anciennes friches industrielles, et d'autre part, de promouvoir la protection de l'environnement naturel en participant très directement à la mise en œuvre du Plan National pour un Développement Durable.

La mesure 1.2.2, prioritairement orientée sur l'efficacité énergétique, est directement liée à la protection de l'environnement, notamment la lutte contre le changement climatique et la préservation des ressources naturelles. Le niveau d'incidence sur l'environnement est positif à fortement positif.

Les mesures 1.1.2 et 2.2 ont un impact neutre à positif sur l'environnement. Il s'agit principalement de projets d'études, de RDT, de promotion et/ou de sensibilisation. Ce genre d'actions a plutôt des incidences indirectes sur le milieu naturel, mais offrira éventuellement des opportunités d'amélioration au niveau des cadres de vie et au niveau de la prévention des risques technologiques et naturels ou du développement de solutions à des problèmes environnementaux.

D'une manière générale, on peut affirmer que les incidences de l'axe 1 présentent un caractère durable, permanent et irréversible. Des effets transfrontaliers positifs sont possibles. Par contre, l'axe 2 présente des incidences environnementales à caractère innovant, variable à constant et plutôt réversible. Des effets transfrontaliers directs ne sont pas attendus.



Le rapport a été analysé ensemble avec le projet de P.O. par un bureau d'audit externe indépendant dans le cadre de l'évaluation ex ante. L'objectif est d'intégrer le contenu de cette évaluation environnementale lors des différents stades de l'élaboration du Programme opérationnel.

En même temps, le rapport a fait état de consultations auprès du Ministère de l'Environnement et du grand public (article 6). En effet, ce document a été publié sur le site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, ensemble avec un avis de consultation dans la presse quotidienne indigène. Aucun avis négatif n'a été prononcé.

Suivant l'article 3 de la directive 2001/42/CE, le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur a analysé si les mesures, respectivement sous-mesures, décrites au projet de P.O., sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement. A cet effet, le Ministère a tenu compte des critères pertinents fixés à l'annexe II de ladite directive CE. Ces critères permettent de déterminer l'ampleur probable des incidences sur l'environnement.

L'ampleur des incidences des 2 axes prioritaires dépend principalement des dispositions qui seront prises dans la définition des projets et leur mise en œuvre.



CHAPITRE 9

FINANCEMENT

9.1 Cadre financier communautaire FEDER

Le présent chapitre expose le volet financier du Programme opérationnel (2007-2013). Plusieurs tableaux financiers ont été élaborés et décrits dans les sous-chapitres 9.3, 9.4, 9.5 et 9.6.

9.2 Justification du taux de cofinancement

Le tableau du sous-chapitre 9.6 «Tableau précisant le montant total de l'enveloppe de la contribution communautaire et des contreparties nationales publiques» fournit une estimation du coût du programme et de son plan de financement par axe prioritaire.

Ce tableau a été établi en considération des éléments suivants:

- la prise en compte de l'expérience du passé en matière de cofinancement de l'Objectif 2 (2000-2006). A l'époque, 55,6% des dépenses avaient été financées essentiellement par l'Etat et par les communes, 23,4% par le FEDER et 22% par le privé. Le nouveau Programme Opérationnel envisage un plan de financement de structure similaire. A noter que l'effort public national est supposé être de 50%, la contribution FEDER de 30% et le national privé de 20%
- Le taux FEDER retenu s'élève d'une façon générale à 25% du coût total pour l'axe 1 et à 35% du coût total pour l'axe 2. L'assistance technique est cofinancée à hauteur de 50 % par le FEDER.



- La répartition de la charge financière entre les secteurs public et privé peut seulement être estimée au stade actuel de la programmation du fait que chaque axe est composé d'un mélange variable de projets publics et privés, de projets d'investissements en infrastructures et de projets de recherche et d'innovation.
- Au stade actuel, les autres instruments financiers communautaires, tels que JEREMIE, JESSICA et la BEI, ne sont pas impliqués dans le financement du programme. La BEI pourra cependant être sollicitée pour le cofinancement de l'un ou l'autre projet d'envergure dans l'exécution du présent Programme opérationnel.
- Le PO arrête un taux de cofinancement moyen FEDER de 37,04% du total des dépenses publiques et que par conséquent l'article 74 du règlement (CE) n°1083/2006 du 11 juillet 2006 portant sur les dispositions proportionnelles en matière de contrôle est d'application. De ce fait, l'autorité d'audit n'est pas tenue de présenter à la Commission une stratégie d'audit au titre de l'article 62, paragraphe 1, point c) du règlement (CE) n°1083/2006.



9.3 Tableau ventilant la contribution communautaire par catégorie

DIMENSION 1			
Thème prioritaire			
CODE			MONTANT
Recherche de développement technologique (RDT), innovation et esprit d'entreprise			
01	Activités de RDT dans les centres de recherche	OP 1	3 281 677 €
02	Infrastructures de RDT (y compris équipement, instrumentation et réseaux informatiques de grande vitesse entre les centres de recherche) et centres de compétence technologique spécifique	OP 1	9 340 156 €
03	Transfert de technologies et amélioration des réseaux de coopération entre les PME, ces dernières et d'autres entreprises, les universités, les établissements d'enseignement post-secondaire de tout type, les autorités régionales, les centres de recherche et les pôles scientifiques et technologiques (parcs scientifiques et technologiques, technopôles, etc.)	OP 1	504 873 €
04	Aide à la RDT, notamment dans les PME (y compris accès aux services de RDT dans les centres de recherche)	OP 1	504 873 €
05	Services d'appui avancé aux entreprises et groupes d'entreprises	OP 1	504 873 €
06	Aide aux PME pour la promotion de produits et de schémas de production respectant l'environnement (introduction de systèmes de gestion environnementale efficace, adoption et utilisation de technologies de prévention de la pollution, intégration de technologies propres dans les entreprises)	OP 1	757 310 €
07	Investissements dans des entreprises directement liées à la recherche et à l'innovation (technologies innovantes, création d'entreprises par les universités, entreprises et centres de RDT existants, etc.)	OP 1	252 437 €
09	Autres actions visant à stimuler la recherche	OP 1	1 009 747 €



Société de l'information			
11	Technologies de l'information et de la communication (accès, sécurité, interopérabilité, prévention des risques, recherche, innovation, contenu numérique, etc.)	OP 1	504 873 €
12	Technologies de l'information et de la communication (TEN-TIC)	OP 1	252 437 €
14	Services et applications pour les PME (commerce électronique, éducation et formation, mise en réseau, etc.)	OP 1	252 437 €
15	Autres actions visant à améliorer l'accès aux TIC et leur utilisation efficace par les PME	OP 1	252 437 €
Energie			
39	Énergies renouvelables: énergie éolienne	OP 1	252 437 €
40	Énergies renouvelables: énergie solaire	OP 1	504 873 €
41	Énergies renouvelables: énergie de biomasse	OP 1	504 873 €
42	Énergies renouvelables: énergie hydroélectrique, géothermique et autre	OP 1	504 873 €
43	Efficacité énergétique, cogénération, maîtrise de l'énergie	OP 1	504 873 €
Environnement et prévention des risques			
50	Réhabilitation des sites industriels et des terrains contaminés	OP 1	3 786 550 €
Réhabilitation urbaine / rurale			
61	Projets intégrés pour la réhabilitation urbaine / rurale	OP 1	757 310 €
Assistance technique - FEDER			
85	Préparation, mise en œuvre, suivi et contrôle	OP 1	757 310 €
86	Évaluation et études; information et communication	OP 1	252 437 €
	TOTAL:		25 243 666 €



Dimension 2		
Forme de financement		
Code		Montant
01	Aide non remboursable	25 243 666.00 €
Total:		25 243 666.00 €

Dimension 3		
Type de territoire		
Code		Montant
01	Agglomération urbaine	16 408 382.90 €
05	Zones rurales (autres que zones de montagne, îles ou zones à faible et très faible densité de population)	8 835 283.10 €
Total:		25 243 666.00 €



9.4 Plan de financement indiquant la contribution annuelle de chaque fonds

1. Préparation, gestion et mise en œuvre du programme			
	Fonds structurel FEDER	Fonds de cohésion	Fonds structurel FEDER
	(1)	(2)	(3)= (1)+(2)
2007	3 395 575		3 395 575
Régions sans soutien transitoire	3 395 575		3 395 575
Régions avec soutien transitoire	–		–
2008	3 463 487		3 463 487
Régions sans soutien transitoire	3 463 487		3 463 487
Régions avec soutien transitoire	–		–
2009	3 532 756		3 532 756
Régions sans soutien transitoire	3 532 756		3 532 756
Régions avec soutien transitoire	–		–
2010	3 603 411		3 603 411
Régions sans soutien transitoire	3 603 411		3 603 411
Régions avec soutien transitoire	–		–
2011	3 675 479		3 675 479
Régions sans soutien transitoire	3 675 479		3 675 479
Régions avec soutien transitoire	–		–
2012	3 748 989		3 748 989
Régions sans soutien transitoire	3 748 989		3 748 989
Régions avec soutien transitoire	–		–



2013	3 823 969		3 823 969
Régions sans soutien transitoire	3 823 969		3 823 969
Régions avec soutien transitoire	–	–	–
Total général (2007-2013)	25 243 666		25 243 666
Régions sans soutien transitoire	25 243 666		25 243 666
Régions avec soutien transitoire	–	–	–

9.5 Tableau financier indiquant la dotation annuelle indicative par fonds et par programme opérationnel

COMPÉTITIVITÉ RÉGIONALE ET EMPLOI									
PO	FONDS	TOTAL	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Luxembourg		50 487 332	6 791 150	6 926 973	7 065 512	7 206 822	7 350 959	7 497 978	7 647 938
PO 1 (MECE)	FEDER (50%)	25 243 666	3 395 575	3 463 487	3 532 756	3 603 411	3 675 479	3 748 989	3 823 969
PO 2 (MT)	FSE (50%)	25 243 666	3 395 575	3 463 486	3 532 756	3 603 411	3 675 480	3 748 989	3 823 969



9.6 Tableau précisant le montant total de l'enveloppe de la contribution communautaire et des contreparties nationales publiques

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)			
			Ventilation indicative de la contrepartie nationale				Pour information		
AXES PRIORITAIRES	Financement Communautaire	Contrepartie nationale (c) + (d)	Financement national public	Financement national privé	Financement total (a) + (b)	Taux de cofinancement (a) / (e)	Taux participation privée	Participation BEI	Autres sources de financement
AXE PRIORITAIRE 1 Contribuer à rendre le site luxembourgeois plus attractif pour les investissements et l'emploi	12 116 960	36 350 880	21 810 528	14 540 352	48 467 840	25%	30%	-	-
AXE PRIORITAIRE 2 Améliorer la connaissance et l'innovation, facteurs de croissance	12 116 959	22 502 923	20 079 532	2 423 391	34 619 883	35%	7%	-	-
Assistance technique	1 009 747	1 009 747	1 009 747	-	2 019 494	50%	0%	-	-
Total:	25 243 666	59 863 551	42 899 807	16 963 744	85 107 217			p.m	p.m



CHAPITRE 10

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL

10.1 Les autorités compétentes

10.1.1 Les autorités compétentes

L'autorité politique responsable pour ce programme est le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

L'Etat lui-même, représenté par la Direction de la Politique régionale du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, exerce la fonction d'Autorité de gestion au sens de l'article 59 du Règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil. Cette autorité accomplira les tâches prévues à l'article 60 du présent règlement.

L'autorité de gestion est l'interlocuteur privilégié de la Commission en particulier pour la mise en œuvre de l'article 67 du Règlement n°1083/2006, soit les rapports annuels, soit le rapport final d'exécution.

Ce sont la Direction du Budget et de l'Administration (DBA) du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, ensemble avec le Contrôleur financier qui assurent les fonctions d'Autorité de certification en appliquant entre autres les mécanismes prévus par la loi nationale du 8 juin 1999 :

- a) sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat,
- b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une Inspection Générale des Finances,
- c) portant modification de la loi modifiée du 16 avril 1966 portant organisation des cadres de la Trésorerie de l'Etat, de la Caisse Générale de l'Etat et du Service du Contrôle de la Comptabilité des Communes et de certains établissements publics.



L'autorité de gestion et l'autorité de certification sont placées chacune sous l'autorité d'un fonctionnaire de la carrière supérieure.

Les coordonnées postales de la DIRECTION DE LA POLITIQUE REGIONALE sont les suivantes:

Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

Direction de la Politique Régionale

Madame Elisabeth MANNES-KIEFFER

Chargée de Direction

L-2914 LUXEMBOURG

Tél: + 352 / 247-84138

Fax: + 352 / 22 26 70.

Les coordonnées postales de la DIRECTION DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION et de la DIRECTION DU CONTROLE FINANCIER sont les suivantes:

Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

Direction du Budget et de l'Administration

Monsieur Manuel NICOLAS

Chargé de direction

L-2914 Luxembourg

Ministère des Finances - Trésor et Budget

Direction du Contrôle financier

Monsieur Raymond BINSFELD

Contrôleur financier

3, rue de la Congrégation

L-1352 Luxembourg

Conformément aux dispositions de la loi sur la comptabilité de l'Etat, les opérations de trésorerie en relation avec les fonds structurels sont de la compétence matérielle de la Trésorerie de l'Etat, gestionnaire des fonds mis à la disposition de l'Etat. La Trésorerie de l'Etat est organiquement placée sous l'autorité du Ministre du Trésor et du Budget.



L'autorité d'audit relève du:

Ministère des Finances
Inspection Générale des Finances (IGF)
Monsieur Jeannot WARINGO
Directeur
2, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg.

L'Inspection Générale des Finances assure que des contrôles des opérations sont réalisés sur la base d'un échantillon approprié pour vérifier les dépenses déclarées. Elle présentera à la Commission, au plus tard le 31 mars 2017, une déclaration de clôture évaluant la validité de la demande de paiement du solde ainsi que la légalité et la régularité des transactions sous-jacentes couvertes par l'état final des dépenses, accompagnée d'un rapport de contrôle final. Cet organe effectue l'essentiel des opérations de contrôle exigées par l'article 62 du Règlement n°1083/2006.

Les contrôles s'effectueront selon les normes d'audit internationalement reconnues de la Commission européenne, en se fondant sur un examen des systèmes de gestion et de contrôle et des pièces, afin d'obtenir une assurance raisonnable que la déclaration certifiée des dépenses soit correcte et que les transactions sous-jacentes soient légales et régulières.

En cas de défaillances et d'irrégularités, l'Inspection Générale des Finances émet des réserves sur la déclaration des dépenses et le certificat final et estimera l'étendue du problème et son impact financier.

10.1.2 Les missions des autorités

Autorité de gestion

La Direction de la Politique régionale du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur assure l'autorité de gestion et gère le programme dans sa forme intégrale. Une assistance technique est placée sous son autorité.



L'autorité de gestion est responsable de la gestion et de la mise en œuvre du programme opérationnel conformément au principe de bonne gestion financière, et en particulier:

- de veiller à ce que les opérations soient sélectionnées en vue d'un financement selon les critères applicables au programme opérationnel et qu'elles soient conformes, pendant toute la durée de leur exécution, aux règles communautaires et nationales applicables;
- de vérifier la fourniture des produits et services cofinancés et de contrôler que les dépenses déclarées par les bénéficiaires pour les opérations ont été effectivement encourues et qu'elles sont conformes aux règles communautaires et nationales; les vérifications sur place des opérations peuvent être effectuées par sondage conformément aux modalités qu'adoptera la Commission selon la procédure visée à l'article 103 du Règlement CE n°1083/2006, paragraphe 3;
- de s'assurer qu'il existe un système d'enregistrement et de stockage sous forme informatisée des pièces comptables pour chaque opération au titre du programme opérationnel et que les données relatives à la mise en œuvre nécessaires à la gestion financière, au suivi, aux vérifications, aux audits et à l'évaluation sont collectées;
- de s'assurer que les bénéficiaires et les autres organismes participant à la mise en œuvre des opérations appliquent soit un système de comptabilité séparé, soit une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération, sans préjudice des règles comptables nationales;
- de s'assurer que les évaluations des programmes opérationnels visées à l'article 48, paragraphe 3, soient effectuées conformément à l'article 47 du Règlement CE n°1083/2006;
- d'établir des procédures pour que tous les documents relatifs aux dépenses et aux audits requis pour garantir une piste d'audit suffisante soient conservés conformément aux dispositions de l'article 90 du Règlement n°1083/2006;
- de s'assurer que l'autorité de certification reçoit toutes les informations nécessaires sur les procédures suivies et les vérifications effectuées en rapport avec les dépenses aux fins de la certification;



- d'orienter les travaux du comité de suivi et de lui transmettre les documents permettant un suivi qualitatif de la mise en oeuvre du programme opérationnel au regard de ses objectifs spécifiques;
- d'établir et, après approbation par le comité de suivi, de présenter à la Commission le rapport annuel et le rapport final d'exécution;
- de veiller au respect des obligations en matière d'information et de publicité énoncées à l'article 69 du Règlement CE n°1083/2006;
- de transmettre à la Commission les éléments permettant d'apprécier les grands projets.

Autorité de certification

La Direction du Budget et de l'Administration (DBA) du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, le Contrôleur financier et les comptables publics assurent les fonctions d'Autorité de certification en appliquant entre autres les mécanismes et les modalités d'application prévus par l'article 61 du Règlement (CE) n°1083/2006 et de la loi nationale du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Intervention du contrôleur financier:

Les paiements à charge du budget de l'Etat y compris les opérations financières relatives aux fonds structurels sont de par la loi luxembourgeoise soumises à un visa du contrôleur financier qui est hiérarchiquement indépendant du Ministre ordonnateur (ici: le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur) mais dépendant de la Direction du Contrôle financier créée sous l'autorité du Ministre des Finances.

Il s'agit d'un contrôle systématique de tous les engagements et ordonnancements ainsi que du contrôle de la liquidation de toutes les recettes non fiscales relevant du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur y compris les recettes et dépenses liées aux fonds structurels.



Dès réception du visa du contrôleur financier, la DBA autorise le paiement et procède à l'enregistrement comptable (directement ou par délégation). L'exécution effective du paiement est réalisée par les comptables publics, agents de la trésorerie qui sont seuls habilités, dans la limite de leurs compétences et des délégations, à effectuer les actes de paiement des dépenses de l'Etat et les opérations de recouvrement des recettes de l'Etat et, à cette fin, à manier les fonds et à mouvementer les comptes de l'Etat.

L'autorité de certification du programme opérationnel est responsable en particulier des tâches suivantes:

- elle établit et de transmet à la Commission les états certifiés des dépenses et les demandes de paiement;
- elle certifie que:
 - l'état des dépenses est exact, procède de systèmes de comptabilité fiables et est fondé sur des pièces justificatives susceptibles d'être vérifiées;
 - les dépenses déclarées sont conformes aux règles communautaires et nationales applicables et ont été encourues en rapport avec les opérations sélectionnées pour le financement conformément aux critères applicables au programme et aux règles communautaires et nationales applicables;
- elle assure aux fins de la certification, qu'elle a reçu des informations appropriées de la part de l'autorité de gestion sur les procédures suivies et les vérifications effectuées en rapport avec les dépenses figurant dans les états de dépenses;
- elle prend en considération, aux fins de la certification, les résultats de l'ensemble des audits et contrôles effectués par l'autorité d'audit ou sous la responsabilité de celle-ci;
- elle tient une comptabilité informatisée des dépenses déclarées à la Commission;
- elle tient une comptabilité des montants à recouvrer et des montants retirés à la suite de l'annulation de tout ou partie de la contribution à une opération. Les montants recouverts sont reversés au budget général de l'Union européenne, avant la clôture du programme opérationnel, par imputation sur l'état des dépenses suivant.



Autorité d'audit

1. L'autorité d'audit d'un programme opérationnel est chargée en particulier:

- de s'assurer que des audits sont réalisés en vue de vérifier le fonctionnement efficace du système de gestion et de contrôle du programme opérationnel;
- de s'assurer que des contrôles des opérations sont réalisés sur la base d'un échantillon approprié pour vérifier les dépenses déclarées;
- au plus tard le 31 décembre de chaque année de 2008 à 2015:
 - de présenter, à la Commission, un rapport annuel de contrôle exposant les résultats des audits et contrôles réalisés au cours de la précédente période de douze mois prenant fin le 30 juin de l'année concernée en conformité avec la stratégie d'audit du programme opérationnel et indiquant les lacunes éventuelles constatées dans les systèmes de gestion et de contrôle du programme. Le premier rapport devant être soumis au plus tard le 31 décembre 2008 porte sur la période du 1er janvier 2007 au 30 juin 2008;
 - de formuler un avis, sur la base des contrôles et des audits qui ont été effectués sous sa responsabilité, indiquant si le système de gestion et de contrôle fonctionne de manière efficace, de façon à fournir une assurance raisonnable que les états des dépenses présentés à la Commission sont corrects et par conséquent une assurance raisonnable que les transactions sous-jacentes sont légales et régulières;
 - de présenter, le cas échéant en vertu de l'article 88 du Règlement CE n°1083/2006, une déclaration de clôture partielle évaluant la légalité et la régularité des dépenses concernées;
- de présenter à la Commission, au plus tard le 31 mars 2017, une déclaration de clôture évaluant la validité de la demande de paiement du solde ainsi que la légalité et la régularité des transactions sous-jacentes couvertes par l'état final des dépenses, accompagnée d'un rapport de contrôle final.

2. L'autorité d'audit s'assure que les travaux d'audit et contrôles tiennent compte des normes d'audit internationalement reconnues.

3. Lorsque les audits et contrôles sont réalisés par un organisme autre que l'autorité d'audit, celle-ci s'assure que lesdits organismes disposent de l'indépendance fonctionnelle nécessaire.



10.2 Partenariat

10.2.1 Identification et compétence des partenaires

L'article 11 du règlement (CE) n°1083/2006 dispose que chaque programme opérationnel est arrêté dans le cadre d'une concertation étroite, ci-après dénommée « partenariat » entre la Commission et l'Etat membre ainsi qu'avec les autorités et les organismes désignés par l'Etat membre dans le cadre des règles nationales et pratiques actuelles notamment:

- les autorités régionales et locales et les autres autorités publiques compétentes;
- les partenaires économiques et sociaux;
- tout autre organisme approprié représentant la société civile, des partenaires environnementaux, des organisations non gouvernementales et les organismes chargés de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Le partenariat est conduit dans le plein respect des compétences institutionnelles, juridiques et financières respectives de chacun des partenaires.

En désignant les partenaires les plus représentatifs au niveau national, régional, local ou autre, l'Etat membre crée une large et efficace association de tous les organismes appropriés, conformément aux règles et pratiques nationales, en tenant compte de la nécessité de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi qu'un développement durable, par l'intégration des exigences en matière de protection et d'amélioration de l'environnement.

Toutes les parties désignées, ci-après dénommées «partenaires», sont des partenaires poursuivant un but commun.

Le partenariat porte sur l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme opérationnel. Les Etats membres veillent à associer chacun des partenaires appropriés aux différents stades de la programmation en tenant compte du délai fixé pour chaque étape.



10.2.2 Consultations des partenaires

Au cours de l'élaboration du CRSN et du PO, la Direction de la Politique régionale du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, autorité de programmation, a procédé à plusieurs consultations avec les institutions publiques et les forces vives de la nation.

Ces consultations ont été réalisées dans un esprit itératif et interactif. Les recommandations des partenaires ont permis d'intégrer régulièrement de nouveaux éléments au PO.

• **Les partenaires et leurs principales recommandations respectives ont été énumérés ci-dessous:**

- Les différents services du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:
- Direction de la Recherche et de l'innovation
- Direction de l'Energie
- Direction du Développement et de la diversification économiques
- Observatoire de la Compétitivité (Stratégie de Lisbonne)
- Direction de la Politique d'entreprises
- Direction des Communications

Ces partenaires ont suggéré d'enrayer les limitations géographiques. En effet, le système de zonage constituait dans la période de programmation 2000-2006 un obstacle pour certains projets ayant pourtant une valeur ajoutée non négligeable. Le fait que tout le territoire luxembourgeois est désormais éligible, élargit les possibilités d'intervention, notamment au niveau de la recherche et du développement (niches de compétences et nouvelles activités provenant de l'Université du Luxembourg ou des incubateurs).

La Direction de l'Energie a conseillé d'investir dans les sources d'énergie locales, c-à-d renouvelables, plus précisément dans les biomasses, car en plus de leur contribution aux nouveaux objectifs de la politique énergétique, elles ont l'avantage de contribuer au développement économique à travers la création d'emplois peu qualifiés.



• **Le Ministère du Travail et de l'Emploi :**

Concernant les réunions organisées par le Ministère du Travail et de l'Emploi pour le volet FSE, les partenaires sociaux, syndicats d'employeurs et de travailleurs, et les autres départements ministériels fonctionnellement compétents dans l'exécution du PO ont été consultés. La société civile, n'ayant pas de représentants «représentatifs» au niveau des différentes ONG, a été consultée par le biais de la Chambre des Députés.

• **Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

Le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire n'a pas organisé de consultation nationale entre partenaires axée sur l'objectif «compétitivité régionale et emploi».

• **Les autres Ministères:**

- de l'Environnement,
- de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
- du Travail et de l'Emploi
- de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural
- des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement
- de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
- de l'Egalité des chances
- des Transports
- des Travaux Publics
- de l'Education nationale, de la Formation professionnelle
- de la Famille et de l'Intégration



L'accent a été mis sur le fait que l'enveloppe budgétaire relative à l'objectif «compétitivité régionale et emploi» a été sensiblement réduite. Le programme doit en conséquence être conçu de façon réaliste de manière à générer des projets dès le début de la période d'éligibilité. Les partenaires suggèrent dans ce cas d'investir dans la R&D ; le site de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation va héberger des centres de recherche, deux facultés et un incubateur de type Technoport Schlaasgoart.

Le domaine des TIC constitue un domaine à forte valeur ajoutée. En effet, le Luxembourg se trouve en retrait quant à l'offre de larges bandes au niveau des entreprises; les partenaires conseillent d'intégrer cet aspect.

D'autres domaines qui ne feront pas partie des 75% des dépenses en ligne avec la stratégie de Lisbonne sont évoqués tel que l'environnement et le tourisme. Ces derniers possèdent selon les partenaires de fortes potentialités d'intervention, notamment au niveau des déchets et des sites contaminés.

• **La recherche publique:**

- CRP-Henri Tudor
- CRP-Gabriel Lippmann
- CRP-Santé
- Université du Luxembourg
- CEPS/INSTEAD

Les centres de recherche ont bien pris en compte que les grands projets d'infrastructure ne pourront plus être cofinancés mais qu'il s'agit de soutenir des projets dits «soft» pour lesquels l'effet de levier sera plus important.

Il a été souligné qu'une plus forte complémentarité entre les centres devrait être développée de façon à constituer une plateforme dans le but de mettre en place des projets de « spin off » et de développement de méthodologies au niveau des TIC.

Les partenaires ont également suggéré de créer un comité d'accompagnement des projets qui favoriserait un échange plus régulier entre les centres de recherche et l'autorité de gestion du FEDER.



• **Les Chambres professionnelles:**

- Chambre de Commerce
- Chambre des Employés Privés
- Chambre des Métiers
- Chambre du Travail
- Chambre de l'Agriculture
- Chambre des Fonctionnaires et des Employés Publics

Cette réunion était plus axée vers le volet «entreprise»; les partenaires ont suggéré d'élargir la deuxième orientation en intégrant l'innovation sous toutes ses formes dans les entreprises. En effet, les entreprises existantes innoveront beaucoup au Luxembourg que ce soit au niveau des procédures ou des services. Il faudrait soutenir ces efforts en innovation et en invention en les protégeant par le biais d'un concept de « préconcurrence » (qui fait partie de la propriété intellectuelle).

Aussi, le réseau Internet devrait être davantage développé de manière à stimuler la vente en ligne.

L'entreprenariat devrait être soutenu à travers des partenariats notamment entre l'Université du Luxembourg et les entreprises. A ce propos, le guichet unique pour entreprises sera relancé et mettra l'accent sur le conseil.

• **La représentation communale:**

- SYVICOL (Syndicat des Villes et des Communes luxembourgeoises)¹²

Le SYVICOL a salué la volonté d'associer le niveau communal plus étroitement à l'élaboration du CRSN. Il a insisté sur le fait qu'une concentration géographique n'est pas souhaitable car toutes les régions doivent faire face à des défis multiples pour améliorer leur compétitivité. Tout le pays devrait être éligible à un cofinancement FEDER.

¹² Toutes les communes luxembourgeoises font partie du SYVICOL



Néanmoins, le SYVICOL préconise de procéder à une concentration thématique. Le FEDER devrait être utilisé pour faire face à des problèmes spécifiques rencontrés au niveau régional et non pas pour corriger des déficiences structurelles «nationales».

De même, il a émis l'avis que les autorités de programmation devraient envisager une politique d'information commune pour la nouvelle période de programmation de manière à rendre la complémentarité entre les différents fonds plus transparente à l'égard des communes.

• **Les ONG:**

Les ONG n'ont pas fait l'objet de consultations directes. Cependant, les ministères techniques tels que le Ministère de l'Egalité des Chances, le Ministère de l'Environnement et le Ministère de la Famille et de l'Intégration sont en contact proche et permanent avec les ONG qui défendent les intérêts de l'environnement et de l'égalité des chances notamment.

Dans la mesure du possible, les avis des ONG ont été pris en compte, par le biais des différents ministères techniques.

• **La Chambre des députés:**

Le projet de CRSN a fait l'objet d'une consultation en commissions à la Chambre des Députés en date du 16 février 2007. Il a été reçu positivement.

10.3 Comité de suivi

10.3.1 Composition du Comité de suivi

Vu l'expérience positive faite dans le cadre des anciens programmes Objectif 2 et des initiatives communautaires y relatives, ce modèle de partenariat sera repris dans le cadre du présent programme opérationnel. Conformément à l'article 64 du règlement CE n°1083/2006, le Comité de suivi sera composé par les représentants des partenaires suivants :



a) Etat

- L'autorité de gestion et l'autorité de certification (Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur);
- Les Ministères directement concernés par le programme (Ministère de l'Égalité des chances, Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Ministère du Travail et de l'Emploi);
- Les organisations et associations en matière d'environnement et d'égalité des chances ne seront pas représentées au Comité de suivi. Néanmoins, elles pourront être consultées par l'intermédiaire du Ministère de l'Environnement et du Ministère de l'Égalité des chances, dont les représentants présenteront, le cas échéant, au comité les vues de ces associations et organisations;
- Observateur: Inspection Générale des Finances (IGF).

b) Communes

- Des représentants des communes et/ou syndicats intercommunaux concernées par l'Objectif «Compétitivité régionale et Emploi» veilleront à une répartition régionale équitable.

c) Partenaires économiques et sociaux

- la Chambre de Travail
- la Chambre des Employés Privés
- la Chambre de Commerce
- la Chambre des Métiers

d) Commission Européenne (avec voix consultative)

- une représentation de la Commission européenne dirigée par le représentant de la DG REGIO.



10.3.2 Les missions du Comité de suivi

Le Comité de suivi s'assure de l'efficacité et de la qualité de la mise en œuvre du programme opérationnel, conformément aux dispositions de l'article 65 du Règlement CE n°1083/2006:

- il examine et approuve, dans les six mois suivant l'approbation du programme opérationnel, les critères de sélection des opérations financées et approuve toute révision de ces critères en fonction des nécessités de la programmation;
- il évalue périodiquement les progrès réalisés pour atteindre les objectifs spécifiques du programme opérationnel sur la base des documents soumis par l'autorité de gestion;
- il examine les résultats de la mise en œuvre, notamment la réalisation des objectifs fixés pour chaque axe prioritaire, ainsi que les évaluations visées à l'article 48, paragraphe 3;
- il examine et approuve le rapport annuel et le rapport final d'exécution visés à l'article 67;
- il est informé du rapport annuel de contrôle ou de la partie du rapport relative au programme opérationnel concerné et des éventuelles observations pertinentes de la Commission à la suite de l'examen de ce rapport ou concernant cette partie du rapport;
- il peut proposer à l'autorité de gestion toute révision ou tout examen du programme opérationnel de nature à permettre d'atteindre les objectifs des Fonds définis à l'article 3 ou à améliorer sa gestion, y compris sa gestion financière;
- il examine et approuve toute proposition visant à modifier le contenu de la décision de la Commission relative à la contribution des Fonds.



10.4 Description du système de sélection, de suivi, de gestion et de contrôle

10.4.1 Système de sélection

Après l'approbation du programme opérationnel «Compétitivité régionale et Emploi» 2007-2013 par la Commission européenne, l'Autorité de gestion assurera de faire plusieurs appels à candidatures dans les organes de presse nationaux appropriés, en vue d'obtenir des propositions aussi large que possible. Ces appels à candidatures vont être faits de façon que les porteurs disposent suffisamment de temps pour préparer leurs dossiers de candidature.

Toutes les demandes de candidature vont être centralisées et enregistrées dès leur réception par l'Autorité de gestion. Un dossier, contenant des informations détaillées sur chaque demande de candidature, va être tenu. Aux fins de la sélection et de l'approbation des opérations en application de l'article 60, point a), du règlement (CE) n° 1083/2006, l'autorité de gestion veille à ce que les bénéficiaires soient informés des conditions spécifiques concernant les documents à fournir dans le cadre de l'opération, le plan de financement, le délai d'exécution, ainsi que les données financières et autres informations à conserver et à transmettre.

Lors de la sélection des projets, l'autorité de gestion en association avec le Comité de sélection, veilleront à choisir des projets dont la réalisation est due essentiellement à l'apport communautaire, dont l'effet de levier est certain pour le développement économique du Luxembourg et apportant une valeur ajoutée communautaire maximale. Chaque projet devra obligatoirement respecter les politiques communautaires horizontales ainsi que les règles d'éligibilité arrêtées par la Commission. Notons que les critères de sélection seront approuvés par le Comité de suivi dans les six mois suivant l'approbation du P.O. par la Commission.

Conformément aux directives 2001/42/CE du 27 juin 2001 et 97/11/CE du 3 mars 1997, l'autorité de gestion veille à ce que les projets proposés dans le programme soient conformes à la législation communautaire en matière d'environnement.



D'une manière générale, l'autorité de gestion prend toutes les mesures nécessaires pour que les instances susceptibles d'être concernées par le projet, en raison de leurs responsabilités spécifiques en matière d'environnement et d'aménagement territorial, aient la possibilité de donner leur avis sur les informations fournies par le porteur de projet et sur la demande d'autorisation. A cet effet, l'autorité de gestion transmet pour avis toutes les demandes de candidature, pouvant avoir un impact sur l'environnement, au Ministère de l'Environnement. Notons que ce dernier assiste aux réunions du Comité de sélection et de suivi du programme.

En cas d'avis positif du Comité de sélection et en cas d'accord par le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le projet fera l'objet d'une convention entre l'autorité de gestion et le bénéficiaire final.

Chaque convention spécifiera par projet les éléments suivants:

- le plan de financement des différentes parties du projet;
- les compétences et les responsabilités de toutes les parties impliquées, ainsi que les contrôles techniques à effectuer par les maîtres d'ouvrage;
- le principe de tenir une comptabilité séparée spécifique au projet;
- les états à produire pour les autorités désignées (gestion et certification), ainsi que leur forme et leur fréquence;
- les dépenses éligibles au cofinancement, ainsi que les preuves d'éligibilité à apporter;
- les règles communautaires à respecter en matière d'information et de publicité;
- les modalités de contrôle sur pièces et sur place retenues, tel qu'il est prévu dans la législation communautaire;
- les modalités et les sanctions que le bénéficiaire devra accepter en cas de détection d'erreurs, d'irrégularités ou de fraudes.

Un éventuel recours à la sous-traitance, qui devra être conforme à la réglementation communautaire, devra être mentionné dans la convention. L'autorité de gestion doit marquer expressément son accord avec le projet éventuel du contrat de sous-traitance.



10.4.2 Système de suivi

L'autorité de gestion veille à ce que les bénéficiaires finals fournissent, régulièrement, des informations appropriées sur leurs activités. Ces informations doivent obligatoirement refléter fidèlement l'état réel d'avancement. Les dispositions suivantes sont prises à cet effet:

- **S'assurer que l'autorité de gestion dispose de suffisamment d'informations sur l'état d'avancement matériel du projet.**

Le bénéficiaire est tenu, de par la convention, de fournir annuellement un rapport sur l'avancement matériel du projet.

Ce rapport doit également inclure les indicateurs de réalisation, de résultat et de suivi initialement fixés ainsi que les mesures prises pour assurer et respecter les politiques communautaires horizontales et de publicité.

- **S'assurer que l'autorité de gestion dispose d'informations financières sur le projet.**

L'autorité de gestion demande que les rapports des bénéficiaires contiennent des informations financières détaillées indiquant l'état d'avancement financier. Les rapports soient accompagnés de pièces justificatives susceptibles d'être vérifiées. Tout écart important, par rapport au plan de financement initial, doit être justifié par écrit.

Finalement, elle demande que les rapports indiquent la provenance des différents fonds et leur affectation.

- **Des mesures adéquates vont être prises lorsque les projets ne se déroulent pas comme initialement prévus.**

L'autorité de gestion a établi un manuel d'audit qui détaille les procédures de gestion et de contrôle et les procédures relatives à la prévention des fraudes et d'irrégularités en matière de gestion des fonds structurels. Ce manuel explique, d'une manière détaillée, les contrôles administratifs et sur place à effectuer, ainsi que les mesures à entreprendre en cas d'irrégularités ou d'état d'avancement insuffisant. Un rapport de contrôle est effectué à chaque visite et/ou intervention par l'autorité de gestion.



10.4.3 Les indicateurs au niveau du programme

Les objectifs généraux pour l'ensemble du programme sont quantifiés à l'aide d'un nombre limité d'indicateurs, compte tenu du principe de proportionnalité. Ces indicateurs permettent de mesurer les progrès par rapport à la situation de départ et la réalisation des objectifs mettant en œuvre le PO. Les types d'indicateurs sont au nombre de 3:

- indicateurs de réalisation
- indicateurs de résultats
- indicateurs d'impact

La liste des indicateurs dans le tableau ci-dessous, a été établie conformément au document de travail CE no.2 portant sur les indicateurs de suivi et d'évaluation, afin de refléter les priorités communautaires en conformité avec les Orientations Stratégiques Communautaires, le Plan national de réforme, le CRSN et la structure de codification des interventions (règlement CE n°1083/2006).

Les valeurs initiales¹³ et finales¹⁴ des indicateurs ont été fixées par l'autorité de gestion et l'évaluateur ex ante, en collaboration avec le Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques (STATEC) et l'Observatoire de la Compétitivité du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur. Les valeurs cibles du programme sont en ligne avec les objectifs fixés par l'Etat luxembourgeois dans le cadre du Plan national pour l'innovation et le plein emploi et de la stratégie de Lisbonne. Dans une optique prospective, l'Etat luxembourgeois est annuellement tenu d'émettre à la Commission européenne un rapport de situation¹⁵ afin de pouvoir mesurer et suivre les progrès qui ont été réalisés dans la mise en œuvre de leur PNR.

¹³ Source: Le Luxembourg en chiffres – Statec Luxembourg – Septembre 2007

¹⁴ Source: Programme national de réforme du Grand-Duché de Luxembourg 2005

¹⁵ Rapport de mise en œuvre 2007 du Plan national pour l'innovation et le plein emploi – Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg



Pour chaque projet cofinancé par le FEDER, les données primaires, correspondant aux différents indicateurs, devront figurer dans la convention à établir entre le bénéficiaire final et l'autorité de gestion. Le bénéficiaire final est tenu de transmettre annuellement les 3 types d'indicateurs à l'autorité de gestion. Tous les indicateurs seront intégrés et présentés dans les rapports annuels de suivi, respectivement dans le rapport final.

Programme opérationnel Objectif «Compétitivité régionale et Emploi» 2007-2013 du Grand-Duché de Luxembourg			
Indicateurs-clés valables pour l'ensemble du programme			
Interventions	Situation actuelle 2007	Indicateurs de résultat 2007-2013	Indicateurs d'impact 2007-2013
Situation économique:	- Taux annuel de création d'entreprises: 2007: 10% entreprises	- Taux annuel de création d'entreprises : 2013: 14% 2010: 12%	- Création de nouveaux emplois directs bruts, en équivalent temps plein : 2013: 2000 emplois 2010: 1000 emplois
Emploi:	- Taux d'emploi en % (code: EMP01): 2007: 63,6% Dont hommes: 73,3% Dont femmes: 53,7%	- Nombre d'entreprises directement impliquées dans la réalisation du programme : 2013: 400 entreprises 2010: 200 entreprises	Dont hommes: 75% Dont femmes: 65%
Recherche et Développement:	- Dépense intérieure de R&D en % du PIB (code: ECO1): 2007: 1,78%	- Dépense intérieure de R&D en % du PIB (code: ECO1): 2013: ≥ 3% du PIB 2010: 3% du PIB	
Environnement:	- Total des émissions de gaz à effet de serre (Kyoto) (en indice 1990=100) (code: ENV02): 2007: 88,5	- Total des émissions de gaz à effet de serre (Kyoto) (en indice 1990=100) (code: ENV02): 2013: ≤ 80 2010: 80	



10.4.4 Système d'évaluation

Conformément à l'article 47 du règlement CE n°1083/2006, l'autorité de gestion effectue des évaluations visant à améliorer la qualité, l'efficacité et la cohérence de l'intervention FEDER ainsi que la stratégie et la mise en œuvre du PO eu égard aux problèmes structurels spécifiques du Luxembourg, compte tenu de l'objectif de développement durable et des dispositions législatives communautaires pertinentes en matière d'impact environnemental et d'évaluation environnementale stratégique.

Les évaluations sont effectuées sous la responsabilité de l'autorité de gestion dans le respect du principe de proportionnalité énoncé à l'article 13 du règlement CE n°1083/2006.

Une stratégie d'évaluation a été élaborée par l'autorité de gestion et prévoit trois types d'évaluation, à savoir:

1. Une évaluation ex ante
2. Une évaluation in itinere
3. Une évaluation ex post

L'évaluation ex ante:

Le Programme Opérationnel a fait l'objet d'un rapport d'évaluation ex ante suivant article 48 du règlement (CE) 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le FEDER.

Le rapport a été fourni par le bureau d'études PricewaterhouseCoopers dans le cadre d'un contrat de prestation de services engagé le 11 avril 2006 sur la base d'un marché public négocié.

L'évaluation ex ante du bureau PricewaterhouseCoopers a porté sur la version du 18 mai 2006 du PO. Conformément aux exigences, elle a porté aussi bien sur la forme des différents éléments de l'Objectif «Compétitivité régionale et Emploi» que sur le fond avec, en particulier, l'examen de la cohérence interne du programme et de la pertinence de la stratégie proposée.



La présente version du Programme Opérationnel «Objectif: Compétitivité régionale et Emploi» intègre les remarques de l'évaluateur qui ont été jugées intéressantes pour l'optimisation des allocations des ressources budgétaires et l'amélioration de la qualité de la programmation.

L'évaluateur a identifié et apprécié les besoins à moyen et à long terme, les objectifs à atteindre, les résultats escomptés, les objectifs quantifiés, la cohérence, la stratégie proposée pour les régions, la valeur ajoutée communautaire, le degré de prise en compte des priorités communautaires, les leçons tirées de la programmation précédente et la qualité des dispositifs de mise en œuvre, de suivi, d'évaluation et de gestion financière.

L'évaluation in itinere :

L'évaluation in itinere est un processus qui se compose d'une série d'évaluations dans le cadre du suivi en continu de la mise en œuvre du programme opérationnel et des changements de l'environnement extérieur. Elle permet ainsi de mieux comprendre et d'analyser les réalisations et résultats obtenus, ainsi que les améliorations quant aux impacts à long terme des interventions, tout en proposant, si nécessaire, des mesures correctives qui s'imposent.

L'autorité de gestion effectue ces évaluations liées au suivi du PO, en particulier lorsque les réalisations s'écartent de manière significative des objectifs (indicateurs) initialement prévus (écart significatif: -25% de l'objectif initial). Ce processus s'appuie, le cas échéant, sur une analyse quantitative, critique et interactive relative aux progrès accomplis, aux principaux indicateurs et aux autres facteurs ayant pu jouer un rôle dans la mise en œuvre. Une approche qualitative sera appliquée lorsqu'une quantification s'avère impossible.

Sur base de ces analyses, une décision sera prise, afin d'aboutir à des recommandations présentant des actions correctrices. A cet effet, le système de monitoring fera l'objet d'une planification et d'un suivi régulier, afin de permettre d'apporter en temps utile les modifications nécessaires au PO.

Une évaluation est également effectuée par l'autorité de gestion lorsque des propositions sont présentées en vue de réviser le PO conformément à l'article 33 du règlement CE n°1083/2006 (révision des programmes opérationnels):



- à la suite de changements socio-économiques importants;
- pour renforcer ou adapter la prise en compte de changements importants dans les priorités communautaires, nationales ou régionales ;
- à la lumière de l'évaluation visée à l'article 48, paragraphe 3; ou
- à la suite de difficultés de mise en oeuvre.

Le cas échéant, une évaluation thématique se rapportant aux domaines d'intervention des 2 axes prioritaires du présent PO, est envisageable, si un écart significatif serait à noter.

Les résultats de ces évaluations sont transmis au comité de suivi du programme opérationnel et à la Commission. L'évaluation in itinere est effectuée en vue des résultats du suivi du programme et par rapport aux résultats des indicateurs provenant de l'Observatoire de la Compétitivité dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.

Notons que la Commission peut également effectuer des évaluations stratégiques. Elle peut effectuer, à son initiative et en partenariat avec l'État membre concerné, des évaluations liées au suivi des programmes opérationnels lorsque leurs réalisations s'écartent de manière significative des objectifs initialement prévus. Les résultats des évaluations sont transmis au comité de suivi du programme opérationnel.

L'évaluation ex post :

Conformément à l'article 49 du règlement (CE) 1083/2006, il appartient à la Commission d'effectuer une évaluation ex post pour chaque objectif, en coopération étroite avec l'Etat membre et l'autorité de gestion. Cette évaluation couvre l'ensemble du programme opérationnel et examine le degré d'utilisation des ressources, l'efficacité et l'efficience de la programmation du Fonds, ainsi que l'impact socioéconomique.

Elle est effectuée pour chacun des objectifs et vise à tirer des enseignements concernant la politique de cohésion économique et sociale.

Elle recense les facteurs contribuant au succès ou à l'échec de la mise en oeuvre du programme opérationnel et dégage les bonnes pratiques. L'évaluation ex post est finalisée au plus tard le 31 décembre 2015.



10.4.5 Système de gestion et de contrôle

La Direction de la Politique régionale du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur assure l'autorité de gestion et gère le programme dans sa forme intégrale. Elle pourra déléguer certaines tâches relatives à la gestion dans le cadre de l'assistance technique. Celle-ci est placée sous son autorité.

L'autorité de gestion est responsable de la gestion et de la mise en œuvre du P.O. Elle s'assurera dès lors que ses tâches soient remplies de manière satisfaisante en temps et en qualité et qu'elles répondent aux exigences de l'article 70 du Règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil.

Conformément à l'article 60, point f), du Règlement CE n°1083/2006, l'Autorité de gestion s'assurera que les systèmes de gestion et de contrôle mis en place dans le cadre de la mise en œuvre du programme Objectif «Compétitivité régionale et Emploi» (2007-2013) présentent une piste d'audit suffisante.

Cette piste d'audit a pour objectif:

- d'établir une réconciliation entre, d'une part, les montants globaux certifiés à la Commission et, d'autre part, la comptabilité des opérations et les pièces justificatives dont disposent l'autorité de certification, l'autorité de gestion, les organismes intermédiaires et les bénéficiaires en ce qui concerne les opérations cofinancées dans le cadre du programme opérationnel;
- de vérifier le paiement de la participation publique au bénéficiaire;
- de vérifier l'application des critères de sélection établis par le Comité de Suivi du programme opérationnel;
- de contenir pour chaque projet, le cas échéant, le cahier des charges et le plan de financement, les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports d'activité et les rapports relatifs aux vérifications, audits et contrôles réalisés.



Les contrôles prévus par l'autorité de gestion

L'autorité de gestion effectue les contrôles conformément à l'article 60, point b), du règlement (CE) n° 1083/2006 qui porte sur les aspects administratifs, financiers, techniques et physiques des opérations.

Les contrôles établissent la réalité des dépenses déclarées, la fourniture des services concernés conformément à la décision d'approbation, l'exactitude des demandes de remboursement présentées par le bénéficiaire et la conformité des opérations et des dépenses avec les règles communautaires et nationales. Ils comprennent des procédures destinées à éviter le double financement des dépenses par d'autres programmes communautaires ou nationaux et pour d'autres périodes de programmation.

Les contrôles comprennent les procédures suivantes:

- des contrôles administratifs concernant chaque demande de remboursement présentée par les bénéficiaires;
- des contrôles sur place.

Si les contrôles sur place sont effectués par échantillonnage pour un programme opérationnel, l'autorité de gestion écrit systématiquement un procès-verbal décrivant et justifiant la méthode d'échantillonnage et indiquant les opérations et transactions sélectionnées aux fins des vérifications.

L'autorité de gestion fixe la taille de l'échantillon de manière à obtenir une assurance raisonnable quant à la légalité et à la régularité des transactions sous-jacentes, compte tenu du niveau de risque qu'elle a déterminé pour le type de bénéficiaires et d'opérations concerné.

Demande de paiement du bénéficiaire final

L'autorité de certification est dotée d'un système de suivi et de comptabilité fiable, qui va garantir que seuls les paiements exigibles sont effectués, que l'état des dépenses est exact et que les fonds communautaires sont dûment protégés. Le système de gestion et de contrôle en question se compose des actions suivantes:



- **Garantir que la demande de paiement du bénéficiaire final soit correcte et rédigée dans la forme requise**

L'autorité de certification obtient la demande de paiement du bénéficiaire, déjà contrôlée par l'autorité de gestion. Le bénéficiaire final indique sur sa demande de paiement le nom du porteur, le nom du projet, le montant des dépenses encourues, la période, la date ainsi que l'énumération des pièces justificatives jointes.

- **Vérifier que les dépenses déclarées sont conformes aux règles communautaires et nationales applicables et justifiées par des pièces comptables**

L'autorité de certification vérifie que la demande de paiement contient l'état exact des dépenses basées sur des pièces justificatives, susceptibles d'être vérifiées.

Elle assure aux fins de la certification, qu'elle a reçu des informations appropriées de la part de l'autorité de gestion sur les procédures suivies et les contrôles effectués en rapport avec les dépenses figurant dans les états de dépenses.

- **Effectuer des contrôles garantissant que la demande de paiement soit correcte**

L'autorité de certification dispose d'un manuel de procédures écrites concernant la vérification des demandes de paiement. Toutes les pièces vérifiées sont tamponnées et paraphées par l'autorité de gestion et le contrôleur financier.

Le contrôleur va vérifier que la demande de paiement a bien été signée par le bénéficiaire final. De même, il va vérifier que la demande n'a pas déjà fait l'objet d'un paiement ultérieur.

Il va également contrôler que les dépenses sont réelles et non pas fictives. Le contrôle porte également sur l'éligibilité des dépenses. Une vérification arithmétique est systématiquement effectuée.

Avant qu'une avance ne soit payée, le contrôleur va vérifier que les critères concernant les avances, ont été remplis.

- **Effectuer les paiements dans le respect des dispositions communautaires et nationales.**

L'autorité de certification procède au paiement suivant les exigences communautaires et nationales. Tous les paiements vont être effectués par l'intermédiaire du budget pour ordre de l'Etat luxembourgeois.



Le budget pour ordre sera alimenté par des fonds en provenance de la Communauté européenne en application des articles 76 et 77 du Règlement (CE) No. 1083/2006 du Conseil.

L'autorité de certification s'engage à ce que, parallèlement au paiement des fonds communautaires, le cofinancement national est engagé et payé. Ce contrôle est documenté par l'autorité de gestion.

• **Procédure à suivre lorsque des erreurs ou irrégularités sont constatées dans la demande de paiement**

Il incombe en premier lieu aux États membres de rechercher les irrégularités, d'agir lorsqu'est constaté un changement important affectant la nature ou les conditions de mise en oeuvre ou de contrôle du programme opérationnel, et de procéder aux corrections financières nécessaires. L'autorité de gestion a établi un manuel de procédures portant sur le traitement des erreurs détectées lors des demandes de paiement. Ces procédures définissent le maniement des erreurs constatées, le suivi et les corrections à entreprendre.

L'autorité de certification sera informée de toute erreur constatée. L'autorité de gestion va s'engager à corriger l'irrégularité dans un délai de six mois. Passé ce délai, la Commission européenne sera informée.

• **Assurer la bonne gestion financière des fonds communautaires**

L'autorité de certification tient un système financier et comptable informatisé garantissant que les crédits communautaires sont utilisés d'une manière efficace et correcte.

• **Comptabilité des dépenses par l'autorité de certification**

Un système financier et comptable informatisé est mis en place par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, garantissant que les dépenses sont correctement enregistrées et allouées de manière appropriée. Les étapes sont les suivantes:

• **Enregistrement de toutes les transactions dans un système comptable et financier.**

La DBA, autorité de certification, dispose dans le cadre de la comptabilité de l'Etat, d'un système financier et comptable qui permet d'identifier individuellement chaque transaction. Chaque transaction va être enregistrée sous le poste budgétaire approprié.



Les opérations enregistrées dans le système comptable vont refléter complètement et précisément la position financière du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et celle de chaque action.

- **Documenter la piste d'audit et les procédures avec précision**

L'autorité de gestion a établi un manuel des procédures de gestion et de contrôle déterminant la piste d'audit à suivre.

Des dispositions sont prises afin que toutes les autorités concernées reçoivent systématiquement un exemplaire actuel des procédures de gestion et de la piste d'audit.

- **Distinction entre les fonds communautaires et nationaux**

Les fonds communautaires, ainsi que les intérêts créditeurs générés, seront gérés sur un compte bancaire propre, ouvert par la Trésorerie de l'Etat.

Par ailleurs, les fonds communautaires et nationaux vont être distinctement identifiables dans le système comptable du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur. Il sera en particulier possible de distinguer les fonds de chaque programme communautaire.

10.5 Description des procédures concernant la mobilisation et la circulation des flux financiers

Tout projet validé par le Comité de suivi devient juridiquement obligatoire par la signature d'une convention entre l'autorité de gestion et le porteur de projet, voire le bénéficiaire.

Les déclarations de créance sont préparées et signées par le bénéficiaire final avec toutes les informations financières appropriées. Elles sont remises régulièrement à l'autorité de gestion (le calendrier de remise est réglé par la convention).

L'administration de tutelle, le cas échéant, fait une première vérification de la réalisation du projet sur place et sur pièces. Cette administration vérifiera que les déclarations de dépenses des bénéficiaires ne comprennent que les dépenses:



- correspondant à des réalisations effectives conformément aux descriptifs des projets et des cahiers de charges
- sont conformes aux règles et politiques nationales et communautaires

Le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Autorité de gestion procède à une vérification de conformité et de régularité des dépenses avant transmission à l'Autorité de certification conformément au règlement CE 1083/2006.

L'enregistrement des opérations se fait d'après la loi budgétaire et comptable de l'Etat luxembourgeois du 8 juin 1999. Le Fonds européen de développement régional est enregistré à l'article 18 du budget pour ordre. Celui-ci est un chapitre du budget pour ordre de l'Etat, dans lequel sont inscrites les recettes FEDER encaissées par l'Etat luxembourgeois pour compte de tiers, ainsi que les dépenses correspondantes.

Cette disposition oblige les gestionnaires des fonds structurels communautaires à effectuer leurs dépenses à travers le système financier et comptable de l'Etat luxembourgeois.

La loi luxembourgeoise prévoit ainsi que:

- 1) l'exécution du budget (y compris les recettes et dépenses pour ordre) est assurée suivant le principe de la séparation des ordonnateurs, des contrôleurs financiers et des comptables publics.
- 2) les fonctions d'ordonnateur, de contrôleur financier et de comptable public sont incompatibles entre elles.

L'ordonnateur du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, assurant également les missions de l'Autorité de certification, a seule compétence pour engager, liquider et ordonnancer les dépenses, constater les droits à recouvrer et émettre les ordres de recouvrement.

Le contrôleur financier est chargé du contrôle de l'engagement et de l'ordonnancement de toutes les dépenses ainsi que du contrôle de la liquidation et du recouvrement de toutes les recettes non fiscales relevant du ou des départements ministériels placés sous son contrôle. Il exerce son contrôle sur pièces et sur place en cas de besoin.



En matière de dépenses, le contrôle a pour objet de constater:

- la disponibilité des crédits;
- l'exactitude de l'imputation budgétaire et comptable;
- la conformité de la dépense aux lois, règlements, conventions et décisions gouvernementales ou ministérielles afférentes;
- la régularité des pièces justificatives;
- l'exécution correcte des contrôles internes par l'administration et le respect des procédures.

Les comptables publics, agents de la trésorerie chargés des paiements et recouvrements, (art. 25) sont seuls habilités, dans la limite de leurs compétences et des délégations qui leur sont accordées par le Ministre ayant le budget dans ses attributions, à effectuer les actes de paiement des dépenses de l'Etat et les opérations de recouvrement des recettes de l'Etat et, à cette fin, à manier les fonds et à mouvoir les comptes de l'Etat.

Finalement, la Cour des comptes luxembourgeoise contrôle a posteriori la légalité et la régularité ainsi que la bonne gestion financière des organes, administrations et services d'Etat. Ce contrôle n'est pas systématique, mais la Cour décide de la date et de la méthode de contrôle et rapporte en tant qu'organe indépendant à la Chambre des députés.

L'autorité de gestion vérifie que l'ensemble des pièces requises pour la liquidation du concours FEDER sont disponibles:

- la déclaration de créance;
- le décompte des dépenses récapitulatives contrôlées émanant du porteur de projet;
- le montant des dépenses certifiées et le montant FEDER à verser;
- les rapports d'activités validés;
- la preuve du cofinancement du projet selon le plan financier accepté en Comité de suivi.



L'autorité de gestion archive le dossier complet et procède à l'encodage des informations dans le système de gestion du programme. En cas de constatation d'irrégularités, tel que définies par la législation communautaire, l'autorité communique toutes celles d'un montant supérieur à 10.000.- € trimestriellement à la Commission.

L'Autorité de gestion transmet la demande de paiement sur base du dossier contrôlé à l'Autorité de certification. Celle-ci s'assure qu'elle a reçu des informations appropriées de la part de l'Autorité de gestion sur les procédures suivies et les contrôles effectués en rapport avec les dépenses figurant dans les états de dépenses.

L'Autorité de certification met en liquidation le montant FEDER après la vérification de la réalité de la dette sur base des droits acquis au créancier et arrête le montant exact de la dépense. Le comptable public vérifie que toutes les conditions soient remplies et procède au versement de la somme due.

L'Inspection Générale des Finances, c-à-d l'Autorité d'audit, est compétente pour effectuer l'essentiel des opérations de contrôle exigées par l'article 62 du Règlement n°1083/2006. Elle établira la déclaration indépendante accompagnant la demande de paiement final de l'autorité de certification.

Les contrôles s'effectueront selon les normes d'audit courantes de la Commission européenne, en se fondant sur un examen des systèmes de gestion et de contrôle et des pièces, afin d'obtenir une assurance raisonnable que la déclaration certifiée des dépenses soit correcte et que les transactions sous-jacentes soient légales et régulières.

En cas de défaillances et irrégularités, l'Inspection Générale des Finances émet des réserves sur la déclaration des dépenses et le certificat final et estimera l'étendue du problème et son impact financier.



10.6 Coordination avec les autres programmes communautaires

Au cours de l'établissement du P.O. «Compétitivité régionale et Emploi» 2007-2013, un comité de concertation, regroupant les autorités de gestion des fonds structurels au Luxembourg, a été instauré, dont le rôle de coordinateur relève de la compétence de l'autorité de gestion FEDER du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur.

Ce comité de concertation est constitué de représentants du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, du Ministère du Travail et de l'Emploi, du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, en charge des programmes communautaires FEDER (Compétitivité régionale et Emploi, Coopération territoriale européenne), FSE (Compétitivité régionale et Emploi) et FEADER au Luxembourg.

Les objectifs de ce comité étant de coordonner l'élaboration des stratégies et priorités par chaque fonds, de définir les lignes de démarcation pour chaque fonds, d'organiser un suivi ainsi que des échanges fréquents d'informations, afin de valoriser au mieux la complémentarité entre chaque fonds et d'assurer une gestion financière saine et efficace.

Lors des réunions du comité, plusieurs sujets ont été discutés, notamment la définition claire des domaines dans lesquels interviennent chaque programme, les stratégies et les priorités de chaque programme, la répartition de l'enveloppe totale FEDER, l'élaboration d'un planning commun vis-à-vis de la CE et la détermination des points dont une collaboration plus étroite s'avérerait possible. En conséquence, le P.O. «Compétitivité régionale et Emploi» exclut l'éligibilité de toute action à caractère purement agricole, social et transfrontalier ou interrégional. Il a été mis en œuvre dans le souci de respecter une stricte complémentarité avec les autres interventions communautaires.

Rappelons qu'un responsable de chaque programme est membre du Comité de suivi du programme «Compétitivité régionale et Emploi» volet FEDER et vice-versa. L'objectif est de pouvoir informer les différentes autorités de gestion sur d'éventuels changements et sur la réalisation de projets, résultats et objectifs spécifiques au cours de programmation.



10.7 Echange informatisé des données en matière de paiements, de suivi et d'évaluation

En application de la réglementation communautaire en vigueur, les modalités de gestion du programme et notamment le mécanisme d'échange des données entre les autorités luxembourgeoises et la Commission européenne, seront assurées par outil informatique (SFC 2007).

Pour ce faire, les données seront enregistrées par l'autorité de gestion ou le bureau d'assistance technique, dans une base de données spécifique, permettant une consultation en ligne de la situation d'avancement physique et financière de chaque projet par les différents partenaires. Les données pourront ainsi être transmises à la Commission de l'UE, soit sous forme de fichier plat soit via Internet (e-mail). L'échange des données se fera sous forme d'écrans HTML, et conformément aux spécifications informatiques fournies par les services de la Commission.

La mise à jour de la base informatique se fera par transmission électronique des données (le cas échéant par encodage). Le système informatique a pour avantage:

- d'éviter les encodages inutiles
- d'accélérer le processus de transmission d'informations
- de garantir la fiabilité et la sécurité des données
- de gérer les différentes phases de traitement des dossiers
- d'automatiser certaines phases de l'activité de suivi (comme les demandes de paiement et de certification)
- d'intégrer les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre
- de garantir à la Commission la fourniture des informations demandées dans des formats prédéfinis (état d'avancement, indicateurs de suivi, etc.)



10.8 Actions de communication et de publicité

Le plan d'actions de communication concernant les mesures d'information et de publicité est présenté sur les points suivants :

- Objectifs et publics-cibles
- Contenu et stratégie des actions
- Budget indicatif
- Service responsable de la mise en œuvre
- Critères d'évaluation
- Calendrier de mise en œuvre de l'ensemble de l'action de communication

10.8.1 Objectifs et publics-cibles

Conformément à l'article 69 du Règlement (CE) No. 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 visant les actions d'information et de publicité à mener par les Etats membres sur les interventions des Fonds structurels, les actions de communication relatives au programme ont deux objectifs principaux:

- assurer la transparence envers les bénéficiaires potentiels et finals de l'intervention de l'Objectif «Compétitivité régionale et Emploi»,
- informer l'opinion publique sur le rôle joué par l'Union européenne en faveur des zones de l'Objectif «Compétitivité régionale et Emploi» et du résultat atteint.

Concrètement, les actions de publicité et de communication à entreprendre ont pour but d'assurer la visibilité de projets cofinancés par les Fonds structurels européens dans le cadre de l'Objectif « Compétitivité régionale et Emploi », en informer les bénéficiaires potentiels sur les possibilités de bénéficier de ces Fonds pour le financement d'actions diverses, sous réserve du respect des critères d'éligibilité et de sélection prédéfinis.



Les publics-cible à toucher par ces actions de publicité et de communication sont:

- d'une part, le public bénéficiaire potentiel et final des actions cofinancées par le FEDER dans le cadre de l'Objectif et précédemment présenté pour chacune des mesures composant les 2 axes principaux,
- d'autre part, les promoteurs et partenaires chargés de (ou impliqués dans) la mise en œuvre des actions retenues pour un cofinancement,
- enfin, toute personne souhaitant obtenir des informations sur le programme Objectif «Compétitivité régionale et Emploi» et sur les cofinancements communautaires.

Pour rappel, les principaux bénéficiaires finals et/ou promoteurs ou responsables des projets sont les suivants:

- Les autorités publiques: Etat, communes, syndicats de communes,
- Les établissements publics
- Les sociétés de développement
- Les centres de recherche
- Les promoteurs privés
- Les entreprises privées, essentiellement PME
- Les réseaux ou groupements d'entreprises
- Les collectivités territoriales
- Les organisations et chambres professionnelles
- L'Agence Nationale pour la promotion de la recherche et de l'innovation



10.8.2 Contenu et stratégie des actions

Afin de toucher un public le plus large possible et le règlement ne prévoyant pas d'exclusives, les actions médiatiques prévues s'appuient pour une grande part sur la presse, la radio et la télévision locale. Ces médias seront notamment utilisés pour expliquer le rôle particulier du programme dans le soutien de la politique de développement régional et ils serviront activement à relayer les soumissions et appels à projets publics qui se dérouleront annuellement.

Les actions d'information au public bénéficiaire potentiel pourront être réalisées sous forme de brochures explicatives sur les actions cofinancées mais également par le biais du futur site INTERNET, www.feder.lu. Des réunions d'informations avec les partenaires locaux et les bénéficiaires seront également périodiquement organisées.

Les actions d'information destinées aux promoteurs et aux partenaires pourront notamment figurer dans les cahiers des charges présentant le fonctionnement standard des fonds structurels européens, ainsi que dans les conventions particulières à établir entre l'autorité de gestion et les opérateurs.

Les actions d'information destinées à tout public désireux être informé, pourront prendre la forme de plaquette d'information relative à la période de programmation 2007-2013, ou d'affiches à exposer dans le cadre de séminaires et de conférences portant sur le thème du développement économique.

10.8.3 Budget indicatif

Le financement de ces actions fera l'objet d'un cofinancement communautaire au titre de l'assistance technique, mais ne tombera pas sous la limite réglementaire de 4% de la part de la contribution des Fonds structurels à l'assistance technique. (Art. 46 du Règlement CE n°1083/2006)



10.8.4 Service responsable de la mise en œuvre

Le plan d'actions de communication est établi et mis en œuvre par l'autorité de gestion et présenté à la Commission pour information.

Conformément à l'organigramme actuellement en vigueur au Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Direction de la Politique régionale, la personne responsable pour l'information et la publicité est Madame Elisabeth MANNES-KIEFFER, Conseiller de Gouvernement 1ère classe, 19-21, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg / Tel : +352/247-84138 / Fax : +352/22 26 70 / e-mail : elisabeth.mannes-kieffer@eco.etat.lu

L'autorité de gestion devra veiller à l'exécution du plan de communication et assurer la continuité des actions de publicité et de communication tout au long de la période de programmation 2007-2013.

10.8.5 Critères d'évaluation

Les indicateurs proposés sont :

- le nombre d'actions médiatiques
- les réunions d'informations ciblées
- la fréquentation du site internet www.feder.lu

10.8.6 Calendrier de mise en œuvre des actions de communication

Dès la décision de la Commission et pour signifier l'exécution du P.O., il est prévu les premières actions suivantes :

- la publication d'une soumission publique dans les organes de presse appropriés, afin d'assurer à ces appels à proposition la plus large diffusion possible. Les délais de réponse à ces appels seront prévus de manière à laisser suffisamment de temps aux bénéficiaires potentiels pour préparer leur soumission.



- la collecte de candidatures et la sélection des projets ; cette sélection sera réalisée sur base de critères cohérents et pertinents ayant reçu l'approbation du comité de suivi dans les six mois suivants la décision d'approbation du P.O. par la Commission.
- la publication et la transmission périodiques d'informations, des grandes décisions prises et de l'état d'avancement au niveau de l'exécution du PO au grand public.

10.9 Informations relatives à la complémentarité avec les actions financées par le fonds de développement rural

Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) est géré par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural. Les 3 autorités de gestion ont convenu, au sein du comité de concertation, d'assurer la complémentarité des 3 fonds FEDER, FSE et FEADER, au niveau de l'axe 3 «Amélioration de la qualité de vie dans les zones rurales et encouragement de la diversification» du Plan de Développement Rural (PDR) élaboré par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural.

L'axe stratégique 3 FEADER comporte surtout des actions qui supposent une certaine complémentarité avec le FEDER, volet «compétitivité régionale» et vise principalement l'amélioration du cadre de vie dans les zones rurales et l'encouragement de la diversification. L'objectif est d'arriver à une diversification socio-économique et à une revitalisation socioculturelle des zones rurales et de leurs sociétés villageoises, tout en accomplissant l'objectif d'égalité des chances et de maintien des jeunes dans ces régions. Les axes stratégiques 1 et 2 du FEADER ne concernent pas directement le FEDER.

Un tableau, évoquant les lignes de partage et de délimitation entre les mesures des axes 1,2 et 3 du FEADER avec le présent PO, a été établi par le comité de concertation ci-après:



AXE ET MESURE FEADER	LIGNE DE PARTAGE AVEC FEDER
Mesures de l'axe 1 du FEADER	D'une façon générale, si le bénéficiaire est un agriculteur ou une organisation à caractère agricole, le projet sera cofinancé par le FEADER.
Mesure 1.1.1. Formation professionnelle et actions d'information, y compris en ce qui concerne la diffusion des connaissances scientifiques et des pratiques novatrices, pour les personnes actives dans les secteurs agricole, alimentaire et forestier	Les actions de formation professionnelle cofinancées par le FEADER se limiteront aux personnes adultes intervenant dans les domaines liés à l'agriculture, à l'alimentation et à la sylviculture et donc le FEDER ne s'en occupe pas.
Mesure 1.2.3. Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles	Pour ce qui est de l'industrie agro-alimentaire, le FEADER se limite exclusivement au premier stade de transformation des produits visés à l'annexe I du traité, à l'exclusion des produits de la pêche ainsi que des produits de la forêt, tandis que le FEDER pourrait intervenir après le premier stade de transformation. Dans ce cas, les projets cofinancés par le FEDER devront obligatoirement avoir un caractère innovant.
Mesures de l'axe 2 du FEADER	D'une façon générale, si le bénéficiaire est un agriculteur ou une organisation à caractère agricole, le projet sera cofinancé par le FEADER.
Mesures de l'axe 3 du FEADER	D'une façon générale, il sera vérifié au niveau des instances responsables pour les différentes mesures (organismes d'intervention ou commission instituée en vertu de la réglementation nationale) si les projets répondent aux critères de sélection et s'ils ne sont pas présentés dans le cadre d'autres programmes communautaires et/ou nationaux. Pour ce faire, la commission prévue pour l'instruction des dossiers relatifs à l'axe 3 sera composée de représentants d'autres départements concernés par les différents projets. D'autre part, un responsable de chaque programme (FEDER et FSE) sera membre du Comité de suivi du FEADER et vice-versa. L'objectif est de pouvoir informer les différentes autorités de gestion sur d'éventuels interférences et changements ainsi que sur la réalisation de projets, résultats et objectifs spécifiques au cours de programmation. Le P.O. «compétitivité régionale et Emploi» exclut l'éligibilité de toute action à caractère purement agricole relevant directement du PDR. D'autre part, les ministères responsables viennent d'instaurer un comité de concertation FEDER-FSE-FEADER qui a notamment pour mission de coordonner l'exécution du programme.



Mesure 3.1.1. Diversification vers des activités non agricoles	Au point de vue de l'exiguïté du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, il est prévu de soutenir un nombre limité d'actions (10-15) qui s'adressent exclusivement à des ménages agricoles. Etant donné que de telles actions restent tout de même proches de l'agriculture multifonctionnelle, elles relèvent plutôt du FEADER et sont non-éligibles dans le FEDER.
Mesure 3.1.2. Aide à la création et au développement des micro-entreprises	Le « guichet unique » constituera le projet phare de cette mesure afin d'assurer une diversification du tissu économique. Un nombre limité de moyens financiers et de projets garantissent un développement équilibré des espaces ruraux. Cette mesure reste axée sur les micro-entreprises installées dans la région rurale. Le FEDER cofinance essentiellement des projets d'infrastructures, style: pépinière d'entreprise et/ou parc d'activités pour accueillir de jeunes entreprises innovantes. Il s'agit principalement d'entreprises travaillant dans des domaines de haute technologie industrielle. (Traitement de matériaux, bio-technologies, éco-technologies, TIC, etc...)
Mesure 3.1.3. Promotion des activités touristiques	Les activités et infrastructures touristiques ne sont pas éligibles dans le cadre du FEDER, volet « compétitivité régionale »
Mesure 3.2.1. Service de base pour l'économie et la population rurale	La mesure se limite aux services essentiels et de proximité au niveau local/communal des régions rurales. Les services et infrastructures plus importants, émanant d'une intervention publique au niveau régional/national, ne sont plus éligibles dans le cadre du FEADER et relèvent plutôt de la compétence du FEDER.
Mesure 3.2.2. Rénovation et développement des villages	La mesure vise prioritairement des projets de planification et/ou de mise en œuvre des concepts de développement en milieu rural et visant tous les acteurs des communes commettantes PDC. Leur démarche participative (bottom up) qui vise à préserver les typologies villageoises et rurales, est coordonnée par le département développement rural et relève uniquement de la compétence du FEADER.
Mesure 3.2.3. Conservation et mise en valeur du patrimoine rural	Idem. Mesure 3.2.2. avec l'accent sur le patrimoine naturel des espaces ruraux.
Mesure 3.3.1. Formation et information des acteurs économiques dans les domaines couverts par l'axe 3	Pour cette mesure la ligne de partage FEADER et autres fonds découle de la délimitation des acteurs cibles. Les bénéficiaires FEDER se distinguent des bénéficiaires FEADER de par leur nature et sont principalement des PME innovantes, des entreprises industrielles et/ou des grappes technologiques (clusters).



10.10 Actions prévues pour adapter les économies régionales au changement de l'environnement économique européen et international

Comme dans tous les Etats membres de l'Union européenne, le Gouvernement luxembourgeois et plus particulièrement le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur a pour mission de veiller à la compétitivité de l'économie nationale, notamment suite à la décision prise en mars 2000, lors du Conseil européen de Lisbonne de «...faire de l'Union européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde à l'horizon 2010...».

Etant donné, les évolutions sans cesse des marchés économiques européens et internationaux, le Comité de coordination tripartite luxembourgeois a reconnu, en mai 2003, la nécessité de se doter d'un outil permanent d'observation de la compétitivité et des indicateurs y afférents. Ces réflexions ont abouti en juillet 2003 à la mise en place de l'Observatoire de la Compétitivité au sein du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur.

Le rôle de l'Observatoire de la Compétitivité est d'aider le Gouvernement et les partenaires sociaux à définir les axes et le contenu de politiques favorables et compatibles avec une compétitivité à long terme, source de croissance et de bien-être. L'observatoire est en l'occurrence un outil de documentation, de surveillance et d'analyse de l'évolution de la position compétitive du Grand-Duché de Luxembourg au niveau national, international et européen. Il est également responsable au sein du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur de la mise en œuvre nationale de la stratégie de Lisbonne.

Les principales missions de l'Observatoire de la Compétitivité sont:

- La collecte, l'analyse et la comparaison des informations existantes relatives à la compétitivité au niveau national et international.
- La diffusion ciblée d'informations sélectionnées et traitées, utiles à la prise de décision stratégique.
- La réalisation et la commande d'études et de recherches sur la compétitivité et ses déterminants.



- La contribution aux travaux et analyses sur la compétitivité des organisations internationales (Commission européenne, OCDE, etc.).
- La coordination des travaux et la rédaction du Programme National de Réforme (PNR) dans le cadre de la stratégie de Lisbonne révisée, à partir des contributions des divers départements ministériels, administrations et organismes concernés.

Suite à la proposition de tableau de bord du rapport sur la position compétitive du Luxembourg, l'Observatoire de la Compétitivité a engagé des travaux de réalisation d'un tableau de bord «Compétitivité» de l'économie luxembourgeoise, afin que le Gouvernement dispose d'un instrument efficace permettant la mesure et l'évaluation des progrès accomplis en matière de compétitivité.

Cet instrument facilite considérablement le travail du Gouvernement à adapter et à transposer de nouvelles réformes et actions pour faire face au changement de l'environnement européen et international.

10.11 Réserve nationale pour imprévu

Suivant la faculté offerte par l'article 51 du Règlement CE n°1083/2006, le Grand-Duché de Luxembourg fait abstraction de la réserve nationale pour imprévu.

10.12 Réserve nationale de performance

Suivant la faculté offerte par l'article 50 du Règlement CE n°1083/2006, le Grand-Duché de Luxembourg fait abstraction de la réserve nationale de performance.



10.13 Concurrence

L'autorité de gestion s'assure que toute aide d'état subventionnée par ce programme satisfait aux réglementations relatives aux aides d'Etat applicables à la date d'octroi de la subvention.

10.14 Les régions, actrices du changement économique

L'autorité de gestion s'engage à :

- a) rendre possible et favoriser la participation de projets et réseaux innovants participant à cette initiative aux programmes des fonds structurels au titre de l'Objectif 1 et de l'Objectif 2;
- b) permettre la participation durant les réunions du Comité de suivi de représentants (à titre d'observateurs) de réseaux auxquels participent les partenaires du programme afin que ceux-ci puissent informer les membres du comité des résultats obtenus par leurs réseaux;
- c) faire en sorte qu'au moins une fois par an, l'ordre du jour de la réunion du Comité de suivi comprenne un point relatif aux activités des réseaux «Les régions, actrices du changement économique» afin de débattre de toute suggestion intéressante s'y rapportant;
- d) faire état dans le rapport annuel du programme d'activités liées à l'initiative «Les régions, actrices du changement économique» auxquelles participent les régions partenaires du programme.



DÉCISION DE LA COMMISSION DU 20 DÉCEMBRE 2007

Adoption du programme opérationnel d'intervention communautaire du Fonds européen de développement régional au titre de l'objectif «compétitivité régionale et emploi» pour le Luxembourg



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 20-XII-2007
C(2007) 6821

À NE PAS PUBLIER

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 20-XII-2007

**portant adoption du programme opérationnel d'intervention communautaire du Fonds
européen de développement régional au titre de l'objectif «compétitivité régionale et
emploi» pour le Luxembourg**

CCI 2007LU162PO001

(LE TEXTE EN LANGUE FRANÇAISE EST LE SEUL FAISANT FOI)



DÉCISION DE LA COMMISSION

du 20-XII-2007

portant adoption du programme opérationnel d'intervention communautaire du Fonds européen de développement régional au titre de l'objectif «compétitivité régionale et emploi» pour le Luxembourg

CCI 2007LU162PO001

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n° 1260/1999¹, et notamment son article 32, paragraphe 5,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 6 mars 2007 le Luxembourg a présenté à la Commission une proposition de programme opérationnel pour le Grand Duché du Luxembourg qui remplit les conditions prévues pour l'objectif «compétitivité régionale et emploi» à l'article 6 du règlement (CE) n° 1080/2006. À la demande de la Commission, les autorités nationales ont transmis des informations complémentaires le 16 novembre 2007.
- (2) Le programme opérationnel a été établi par le Luxembourg dans le cadre du partenariat visé à l'article 11 du règlement (CE) n° 1083/2006.
- (3) La Commission a examiné le programme opérationnel proposé et estime qu'il contribue à la réalisation des objectifs fixés dans la décision 2006/702/CE du Conseil du 6 octobre 2006 relative aux orientations stratégiques communautaires en matière de cohésion² et le cadre de référence stratégique national³.
- (4) La proposition de programme opérationnel comporte tous les éléments visés à l'article 37, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1083/2006, à l'exception de la liste indicative des grands projets visée au point h) de l'article 37, paragraphe 1, du règlement, car aucun projet de ce type ne devrait être présenté dans le cadre de ce programme opérationnel.
- (5) Conformément à l'article 37, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1083/2006, le programme opérationnel comporte la justification de la concentration thématique, géographique et financière sur les priorités, comme prévu à l'article 5 du

¹ JO L 210 du 31.7.2006, p. 25. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 1989/2006 (JO L 411 du 30.12.2006, p. 6).

² JO L 291 du 21.10.2006, p. 11.

³ Décision C(2007)4517 du 8 octobre 2007.



règlement (CE) n° 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds européen de développement régional et abrogeant le règlement (CE) n° 1783/1999⁴.

- (6) Conformément à l'article 37, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1083/2006, le programme opérationnel comporte des informations sur le traitement de la question du développement urbain durable.
- (7) Il convient de fixer le taux maximum et le montant maximum de la contribution du Fonds pour le programme opérationnel et pour chaque axe prioritaire, comme prévu à l'article 53, paragraphe 6, du règlement (CE) n° 1083/2006.
- (8) Les aides accordées en application du programme opérationnel doivent être conformes aux règles en vigueur en matière d'aides d'État et à toute autre disposition en vigueur du droit communautaire.
- (9) Il convient par conséquent d'adopter le programme opérationnel proposé,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le programme opérationnel d'intervention communautaire au titre de l'objectif «compétitivité régionale et emploi» au Grand Duché du Luxembourg pour la période de programmation du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2013, figurant à l'annexe I et prévoyant les axes prioritaires suivants, est adopté:

- 1) Contribuer à rendre le site luxembourgeois plus attractif,
- 2) Améliorer la connaissance et l'innovation,
- 3) Assistance technique.

Article 2

Toute dépense effectivement payée en application du programme opérationnel est éligible à partir du 1^{er} janvier 2007.

Article 3

1. Le montant maximum de la contribution du Fonds européen de développement régional au programme opérationnel, calculé en fonction du total des dépenses éligibles, publiques et privées éligibles s'élève à 25.243.666 EUR et le taux de cofinancement maximum est fixé à 29,66%

⁴ JO L 210 du 31.7.2006, p. 1.



2. La contribution nationale de 59.863.550 EUR peut être partiellement constituée de prêts communautaires alloués par la Banque européenne d'investissement et d'autres instruments de prêt.

3. Dans le cadre du programme opérationnel visé au paragraphe 1, le montant maximum de la contribution et le taux maximum de cofinancement pour chaque axe prioritaire sont fixés au second à quatrième alinéa du présent paragraphe.

Le taux de cofinancement maximum prévu pour l'axe prioritaire 1 "Contribuer à rendre le site luxembourgeois plus attractif" est fixé à 25% et le montant maximum de la contribution du FEDER pour cet axe prioritaire, calculé en fonction du total des dépenses éligibles publiques et privées, s'élève à 12.116.960 EUR.

Le taux de cofinancement maximum prévu pour l'axe prioritaire 2 "Améliorer la connaissance et l'innovation" est fixé à 35% et le montant maximum de la contribution du FEDER pour cet axe prioritaire, calculé en fonction du total des dépenses éligibles publiques et privées, s'élève à 12.116.959 EUR.

Le taux de cofinancement maximum prévu pour l'axe prioritaire 3 "Assistance technique" est fixé à 50% et le montant maximum de la contribution du FEDER pour cet axe prioritaire, calculé en fonction du total des dépenses publiques éligibles, s'élève à 1.009.747 EUR.

4. Le plan de financement correspondant figure en annexe II

Article 4

Toute aide publique accordée en application du présent programme opérationnel doit être conforme aux règles de procédure et de fond applicables en matière d'aides d'État à la date d'octroi de l'aide publique.

Article 5

Le Grand duché du Luxembourg est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 20-XII-2007

Par la Commission
Danuta Hübner
Membre de la Commission





Adresse de contact:

Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur
Direction de la politique régionale

19-21 Boulevard Royal
L-2449 Luxembourg

Tél. +352 247 84127
Fax +352 22 26 70

info@eco.public.lu
www.feder.lu

ISBN 978-2-919770-41-0